

DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE

1 . IDENTIFICATION DU BIEN / INTERVENANTS DE LA MISSION



N° Dossier : **20150513CAMPERGUE** Date visite : **13/05/2015**
Date de la commande : **06/05/2015** Date d'émission du rapport : **13/05/2015**

Type de bâtiment : **Habitation (maison individuelle)**
Descriptif sommaire : **Maison d'habitation de type 3 sur 3 niveaux et dépendances**
Année de construction : **Non communiquée (Avant 1949)**
Département : **LOT**
Adresse : **Le Bourg 46210 SAINT HILAIRE**
Section : **B** Parcelle : **842, 843**

| Nom, Prénom | Coordonnées | Agissant en qualité de | Présent lors de la visite |
|-------------------|---|------------------------|---------------------------|
| M. CAMPERGUE René | 59 Avenue Paul Ramadier 12300 DECAZEVILLE | Donneur d'ordre | Oui |
| M. CAMPERGUE René | 59 Avenue Paul Ramadier 12300 DECAZEVILLE | Propriétaire | Oui |

2 . LISTE DES DIAGNOSTICS RÉALISÉS POUR LE DDT

- ERNMT (État des Risques Naturels, Miniers et Technologiques)
- Etat du bâtiment relatif à la présence de termites
- CREP (Constat des Risques d'Exposition au Plomb)
- Constat Amiante
- État De l'installation intérieure électricité (installation de plus de 15 ans)

3. SOMMAIRE

1. IDENTIFICATION DU BIEN / INTERVENANTS DE LA MISSION (PAGE 1)
2. LISTE DES DIAGNOSTICS RÉALISÉS (PAGE 1)
3. SOMMAIRE (PAGE 2)
4. SYNTHÈSE DES DIAGNOSTICS RÉALISÉS (PAGE 2)
5. RAPPORTS DES DIAGNOSTICS RÉALISÉS / ANNEXES (PAGE SUIVANTE)

4. SYNTHÈSE DES CONCLUSIONS DES DIAGNOSTICS RÉALISÉS

CONCLUSIONS CREP

Le CREP a révélé la présence de revêtements contenant du plomb.

23 UD* (soit 15,65 %) sont non mesurées (UD* non mesurées qu'elles contiennent ou pas du plomb)

118 UD* (soit 80,27 %) sont de **Classe 0** (revêtement ne contenant pas de plomb ou contenant un taux de plomb inférieur à 1mg/cm²)

6 UD* (soit 4,08 %) sont de **Classe 1** (revêtements non dégradé ou non visibles)

0 UD* (soit 0 %) sont de **Classe 2** (revêtements en état d'usage)

0 UD* (soit 0 %) sont de **Classe 3** (revêtements dégradé)

Nombre total des UD (*unité de diagnostic) : 147

Il est rappelé au propriétaire du bien l'intérêt de veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les peintures au plomb afin d'éviter leur dégradation future.

CONCLUSIONS AMIANTE

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante :

- Sur jugement personnel :

Plaques ondulées - Plaques en fibres-ciment/Toiture/ (MPCA1 : Jugement personnel / Plaques en fibres-ciment) : Suite au résultat EP de la grille d'évaluation, vous devez faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation du MPCA

Plaques ondulées - Plaques en fibres-ciment/Abri bois/0 RDC (MPCA2 : Jugement personnel / Plaques en fibres-ciment) : Suite au résultat EP de la grille d'évaluation, vous devez faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation du MPCA

Nous vous rappelons qu'il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant .

Locaux ou parties de locaux non visités, composants ou parties de composants non inspectés pour lesquels il y'a lieu de réaliser des investigations complémentaires :

- **Exclusions générales** : Sont exclus de la mission, tous les matériaux qui sont non visibles sans démontage ou sans un détuillage.

- **COMBLES PERDUS 1 & VIDE SANITAIRE** / Absence d'accès

CONCLUSIONS TERMITES

Absence d'indices d'infestation de termites souterrain

Absence d'indices d'infestation de termites de bois sec

CONCLUSIONS ERNMT

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn : **Non**

L'immeuble est situé dans une commune de sismicité : **Oui**

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm : **Non**

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt : **Non**

CONCLUSIONS ÉLECTRICITÉ

L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.

■ **L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt) :**

Les anomalies constatées concernent :

- L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité.
- La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
- **La prise de terre et l'installation de mise à la terre.**
- **La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.**
- La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.
- **Des matériels électriques présentant des risques de contact direct.**
- **Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.**
- **Des conducteurs non protégés mécaniquement.**
- Des appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou des appareils d'utilisation situés dans la partie privative et alimentés depuis les parties communes.
- La piscine privée.

L'installation intérieure d'électricité n'était pas alimentée lors du diagnostic. Les vérifications de fonctionnement du ou des dispositifs de protection à courant différentiel résiduel n'ont pu être effectuées.

INFORMATION - DPE (DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE)

LE DPE Vente ne s'applique pas dans les cas suivant :

- a) Les constructions provisoires prévues pour une durée d'utilisation égale ou inférieure à deux ans
- b) Les bâtiments indépendants dont la surfaces hors œuvre brute au sens de l'article R.112-2 du code de l'urbanisme est inférieure à 50 mètres carrés.
- c) Les bâtiments ou parties de bâtiments à usage agricole, artisanal ou industriel, autres que les locaux servant à l'habitation, dans lesquels le système de chauffage ou de refroidissement ou de production d'eau chaude pour l'occupation humaine produit une faible quantité d'énergie au regard de celle nécessaire aux activités économiques.
- d) Les bâtiments servant de lieux de culte.
- e) Les monuments historiques classés ou inscrits à l'inventaire en application du code du patrimoine.
- f) Les bâtiments ou parties de bâtiments non chauffés (ou température inférieur à 12 degrés) ou pour lesquels les seuls équipements fixes de chauffage sont des cheminées à foyer ouvert et ne disposant pas de dispositif de refroidissement des locaux.***

5. RAPPORTS DES DIAGNOSTICS RÉALISÉS / ANNEXES

CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

- Norme NF X 46-030 d'avril 2008 : « Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb »
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb

| | | | |
|------------------------------|------------------------|-------------------------------------|------------|
| N° Dossier : | CREP-20150513CAMPERGUE | Date de visite : | 13/05/2015 |
| Date de la commande : | 06/05/2015 | Date d'émission du rapport : | 13/05/2015 |

Réalisation d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) avant vente : dans les parties privatives du bien décrit ci-après en prévision de sa vente (en application de l'Article L.1334-6 du code de la santé publique) ou de sa mise en location (en application de l'Article L.1334-7 du code de la santé publique).

Concernant : Les parties privatives Les parties communes d'un immeuble Occupées

- avant vente - Du bien immobilier : sis, Le Bourg 46210 SAINT HILAIRE

Appartenant à : M. CAMPERGUE René

Ce Constat de Risque d'Exposition au Plomb a été rédigé par M. RIGAUT Jean-Michel (assuré par AXA, n° de police 6065357204) conformément à la norme NF X 46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb».

Modèle de l'appareil à fluorescence X utilisé : Niton XLp 300 à fluorescence X (XRF), n°série de l'appareil : 15699, date du dernier chargement de la source de l'appareil : 15/01/2014, activité à cette date : 370 MBq, nature du radionucléide : 109 Cd

1. LE BIEN OBJET DE LA MISSION

| | |
|---|---|
| <u>Adresse du bien immobilier :</u> | Le Bourg 46210 SAINT HILAIRE |
| <u>Description de l'ensemble immobilier :</u> | Habitation (maison individuelle) |
| <u>Localisation du bien objet de la mission :</u> | Maison d'habitation de type 3 sur 3 niveaux et dépendances |
| <u>Année de construction :</u> | Avant le 1ier Janvier 1949 |
| <u>Nom et coordonnées du propriétaire et/ou du syndicat de copropriété (dans le cas du CREP sur parties communes) :</u> | M. CAMPERGUE René 59 Avenue Paul Ramadier - 12300 - DECAZEVILLE |
| <u>Nom et nature du commanditaire de la mission :</u> | M. CAMPERGUE René, qualité du donneur d'ordre : Donneur d'ordre |
| <u>L'occupant est :</u> | <input checked="" type="checkbox"/> propriétaire <input type="checkbox"/> locataire : <u>Nom :</u> <u>Prénom :</u> |
| <input type="checkbox"/> Présence d'enfants mineurs, Nombre : | NEANT <input type="checkbox"/> Présence d'enfants de moins de 6 ans, Nombre : |
| | NEANT |

2. CLASSEMENT DES UNITÉS DE DIAGNOSTICS (CONCLUSIONS)

Le CREP a révélé la présence de revêtements contenant du plomb.

23 UD* (soit **15,65 %**) sont non mesurées (UD* non mesurées qu'elles contiennent ou pas du plomb)
 118 UD* (soit **80,27 %**) sont de **Classe 0** (revêtement ne contenant pas de plomb ou contenant un taux de plomb inférieur à 1mg/cm²)
 6 UD* (soit **4,08 %**) sont de **Classe 1** (revêtements non dégradé ou non visibles)
 0 UD* (soit **0 %**) sont de **Classe 2** (revêtements en état d'usage)
 0 UD* (soit **0 %**) sont de **Classe 3** (revêtements dégradé)

Nombre total des UD (*unité de diagnostic) : 147

Il est rappelé au propriétaire du bien l'intérêt de veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les peintures au plomb afin d'éviter leur dégradation future.

3. FACTEURS DE RISQUES DE SATURNISME INFANTILE ET DE DÉGRADATION DU BÂTI

Situations de risques de saturnisme infantile

| | |
|---|-----|
| Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50 % d'unités de diagnostics de classe 3 | NON |
| L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 3 | NON |

Situations de dégradation du bâti

| | |
|--|-----|
| Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré | NON |
| Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures ou de ruissellement ou d'écoulement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce | NON |
| Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouverts de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité | NON |

4. TRANSMISSION DU CONSTAT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ

Une copie du CREP est transmis dans un délai de 5 jours à Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'implantation du bien expertisé si au moins un facteur de dégradation du bâti est relevé. En application de l'Article R.1334-10 du code de la santé publique, l'auteur du présent constat informe de cette transmission le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement.

OUI NON

SOMMAIRE

1. [LE BIEN OBJET DE LA MISSION](#)
2. [CLASSEMENT DES UNITÉS DE DIAGNOSTICS](#)
3. [FACTEURS DE RISQUES DE SATURNISME INFANTILE ET DE DÉGRADATION DU BÂTI](#)
4. [TRANSMISSION DU CONSTAT AU PRÉFET](#)
5. [RAPPEL DU CADRE RÉGLEMENTAIRE ET DES OBJECTIFS DU CREP](#)
6. [AUTEUR DU CONSTAT](#)
7. [L'APPAREIL À FLUORESCENCE X](#)
8. [MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE](#)
9. [VALEUR DE RÉFÉRENCE UTILISÉE POUR LA MESURE DU PLOMB PAR FLUORESCENCE X](#)
10. [STRATÉGIE DE MESURAGE](#)
11. [RECOURS À L'ANALYSE CHIMIQUE DU PLOMB PAR UN LABORATOIRE](#)
12. [IDENTIFICATION DES LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX NON VISITÉS](#)
13. [IDENTIFICATION DES LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX VISITÉS](#)
14. [MESURES IMMINENTES](#)
15. [DEVOIRS DE CONSEILS](#)
16. [PRÉSENTATION DES RÉSULTATS](#)
17. [RÉSULTATS DES MESURES](#)
18. [LES OBLIGATIONS D'INFORMATIONS POUR LES PROPRIÉTAIRES](#)
19. [INFORMATION SUR LES PRINCIPALES RÉGLEMENTATIONS ET RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE D'EXPOSITION AU PLOMB](#)
 1. [TEXTES DE RÉFÉRENCE](#)
 2. [RESSOURCES DOCUMENTAIRES](#)
20. [ANNEXES](#)
 - [NOTICE D'INFORMATION](#)
 - [CROQUIS](#)
 - [ATTESTATION D'ASSURANCE ET DE COMPÉTENCE](#)

[NOMBRES DE PAGES DU RAPPORT : 59](#)

[LISTE DES DOCUMENTS ANNEXES :](#)

 - [NOTICE D'INFORMATION \(1 PAGE\)](#)
 - [CROQUIS \(1 PAGE\)](#)
 - [ATTESTATION D'ASSURANCE ET DE COMPÉTENCE \(2 PAGES\)](#)

[NOMBRES DE PAGES D'ANNEXES : 4](#)

5. RAPPEL DU CADRE RÉGLEMENTAIRE ET DES OBJECTIFS DU CREP

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini à l'Article L.1334-5 du code de la santé publique, consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les facteurs de dégradation du bâti permettant d'identifier les situations d'insalubrité.

Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).

Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-6 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, ...)

Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière). **La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.** Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, **le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation.** Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

6. AUTEUR DU CONSTAT

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : CERTIFI 37 route de Paris, 31140 AUCAMVILLE.

Je soussigné, Prénom : Jean-Michel **Nom :** RIGAUT

Déclare, ce jour, détenir la certification de compétence délivrée par : CERTIFI **pour le domaine :** « Plomb »

Certification N° : 13-1236 **valide jusqu'au :** 30/05/2018

Cette information est vérifiable auprès de : CERTIFI 37 route de Paris, 31140 AUCAMVILLE - Tél. 05 61 377 377 - Site internet : « www.certifi.fr »
(sur le site CERTIFI, consulter la rubrique « Liste des certifiés »).

| | | | | | |
|---|--|--|---|--------------------------|--|
| Nom, prénom : | M. RIGAUT Jean-Michel | Nom de l'entreprise : | V.F. Expertises | | |
| SIRET : | 527 952 83200014 | Adresse : | 3, rue des Peupliers 12200 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE | | |
| Désignation de la compagnie d'assurance : | AXA | N° de police : | 6065357204 | | |
| Coordonnées : | 9, Place Benoît Crépu BP 5004 69245 LYON cedex 05 | Date de validité de la police : | 01/01/2016 | | |
| Pièces jointe : | Copie des attestations d'assurance et de compétences en annexe | | | | |
| Certification de compétence délivrée par : | CERTIFI | Obtenu le : | 31/05/2013 | A consulter sur : | www.certifi.fr |
| Norme méthodologique ou spécification technique utilisée : | NF X 46-030 d'avril 2008 | | | | |

7. L'APPAREIL À FLUORESCENCE X

Appareil portable à fluorescence X.

- **Nom du fabricant :** Analyseur plomb portable
- **Modèle de l'appareil utilisé :** Niton XLp 300 à fluorescence X (XRF)
- **n° série de l'appareil :** 15699
- **Date du dernier chargement de la source de l'appareil :** 15/01/2014, **activité à cette date :** 370 MBq
- **Nature du radionucléide :** 109 Cd
- **Norme :** C43333
- **Autorisation DGSNR :** n° T120236, **date autorisation :** 16/11/2013, **expire le :** 16/11/2017
- **Titulaire autorisation DGSNR :** VIVES Frédéric
- **Personne compétente en radioprotection (PCR) :** VIVES Frédéric
- **Fabricant de l'étalon :** Analyseur plomb portable, **N° NIST de l'étalon :** - P/N500-934 SRM 2573, **concentration** 1,04 mg/cm², **incertitude** 0,06 mg/cm².
- **Vérification de la justesse de l'appareil en début du CREP, date :** 13/05/2015, **N° de mesure** 1, **concentration** 1 mg/cm²
- **Vérification de la justesse de l'appareil en fin du CREP, date :** 13/05/2015, **N° de mesure** 244, **concentration** 1,1 mg/cm²
- **Vérification de la justesse de l'appareil si une remise sous tension a lieu :** pas de remise sous tension.

8. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon la norme NF X 46-030 «Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb».

Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil à fluorescence X (XRF) à lecture directe permettant d'analyser au moins une raie K du spectre de fluorescence du plomb, et sont exprimées en mg/cm². **Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1er janvier 1949 ne sont pas mesurés**, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles,...(ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb).

9. VALEUR DE RÉFÉRENCE UTILISÉE POUR LA MESURE DU PLOMB PAR FLUORESCENCE X

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (article 3) : 1 mg/cm².

10. STRATÉGIE DE MESURAGE

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²) ;
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local. Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs.

11. RECOURS À L'ANALYSE CHIMIQUE DU PLOMB PAR UN LABORATOIRE

À titre exceptionnel, l'auteur du constat tel que défini à l'Article R.1334-11 du code de la santé publique peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble selon la norme NF X 46-031 «Diagnostic plomb - Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb», dans les cas suivants :

— lorsque la nature du support (forte rugosité, surface non plane, etc.) ou le difficile accès aux éléments de construction à analyser ne permet pas l'utilisation de l'appareil portable à fluorescence X ;

— lorsque dans un même local, au moins une mesure est supérieure au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm²), mais aucune mesure n'est supérieure à 2 mg/cm² ;

— lorsque, pour une unité de diagnostic donnée, aucune mesure n'est concluante au regard de la précision de l'appareil.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de la norme NF X 46-030 «Diagnostic Plomb -Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb» précitée sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g). Dans ce dernier cas, et quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g.

LABORATOIRE D'ANALYSE ÉVENTUEL : Néant (Méthode non retenue pour cette mission, toutes les mesures ont été réalisé par l'analyseur plomb.)

12. IDENTIFICATION DES LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX NON VISITÉS

| Locaux ou parties de locaux non visités | Justifications |
|---|----------------|
| | |

CONSEQUENCES ENCOURUES PAR LE PROPRIÉTAIRE SUR LES LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX N'AYANT PU ÊTRE VISITÉES

Nous vous rappelons que sur les locaux et les parties de locaux listées ci-dessus, dans le cas de présence de plomb constatées ultérieurement, notre responsabilité ne saurait être recherchée, contrairement à celle du propriétaire. Il en est de même pour tout devoir de conseil que nous aurions pu apporter sur ces parties.

Cependant nous nous tenons à la disposition du propriétaire, pour à sa requête expresse, contrôler les parties du bien n'ayant pu être visitées.

Dans cette hypothèse, il devra mettre à notre disposition, tout accès ou autorisations nécessaires *.

**en sus du coût initial seront facturés les frais de déplacement (indemnité kilométrique + temps de trajet).*

13. IDENTIFICATION DES LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX VISITÉS

Cave 1, Cave 2, Entrée salon, Cuisine, Dégagement, Toilettes, Salle de bains, Chambre 1, Chambre 2, Débarras, Combles perdus 1, Combles perdus 2, Grenier, Combles perdus 3, Toiture

- Dans le cadre du périmètre de ma mission, en dehors des locaux ou parties de locaux que j'ai visitées et celles listées dans le paragraphe 12 du présent rapport, à la question :

« EN EXISTE-T-IL D'AUTRES ? », LE PROPRIÉTAIRE OU SON REPRÉSENTANT M'A RÉPONDU QUE NON.

14. MESURES IMMINENTES Dans le cas où l'ouvrage ou certains éléments présentent un risque imminent ou à court terme.

| Ouvrages, locaux, zones, éléments, appareils... concernés par la mesure | Tierce(s) constatation(s) et mesure(s) imminente(s) pouvant en découler : |
|---|---|
| | |

15. DEVOIRS DE CONSEILS : Le devoir de conseil peut porter sur toute remarque ou observation n'entrant pas dans l'objet de la présente mission, mais mise en évidence par un simple coup d'œil du Technicien en Diagnostic Immobilier dès lors qu'elle entre dans un des ses champs de compétences.

| Ouvrages, locaux, zones, éléments, appareils... concernés | Tierce(s) constatation(s) et conseil(s), recommandation(s) pouvant en découler : |
|---|--|
| | |

16. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

NOTE : Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

Classement de 0 à 3 de chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement contenant du plomb en fonction de sa concentration en plomb et de la nature des dégradations, conformément au tableau suivant :

| CONCENTRATION EN PLOMB | TYPE DE DÉGRADATION | CLASSEMENT |
|------------------------|--|------------|
| < seuils * | | 0 |
| > seuils * | ND = Non dégradé ou - NV = Non visible | 1 |
| | EU = État d'usage | 2 |
| | D = Dégradé | 3 |

Définitions : NV = Non visible (*le revêtement contenant du plomb est occulté par un revêtement sans plomb*)

ND = Non dégradé (*revêtement contenant du plomb en parfait état de conservation*)

EU = État d'usage (*présence de dégradation d'usage couramment rencontrée dans un bien régulièrement entretenu. Le revêtement ne génère pas spontanément des poussières ou des écailles : usure par friction, trace de choc, micro fissures...*)

D = Dégradé (*présence de dégradation caractéristique et un défaut d'entretien ou de désordres liés au bâti qui peut générer spontanément des poussières ou des écailles : pulvérulence, écaillage, cloquage, fissures, faïençage, traces de grattage, lézardes*)

Seuils * : Si mesuré par appareil à fluorescence X, seuil = 1 mg/cm².
Si mesuré par prélèvement analysé par labo, seuil = 1,5 mg/g.

17. RÉSULTATS DES MESURES

| N° de mesure | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation de la mesure (facultatif) | Concentration(mg/cm ²) | Etat de conservation | Nature de la dégradation | Classement de l'UD | Observations |
|--|---------|-------------------------|--------------------------------|---------------------|--|------------------------------------|----------------------|--------------------------|--------------------|--------------|
| Bâtiment : MAISON D'HABITATION | | | | | | | | | | |
| Local n° 1 Désignation : Cave 1 (0 RDC) | | | | | | | | | | |
| - | A | Mur | pierre | | - | - | - | - | - | |
| - | B | Mur | pierre | | - | - | - | - | - | |
| - | C | Mur | pierre | | - | - | - | - | - | |
| - | D | Mur | pierre | | - | - | - | - | - | |
| - | SOL | Sol 1 | terre, tout venant | | - | - | - | - | - | |
| 2 | PLAFOND | Plafond | solivage bois et plancher bois | | | 0 | | | 0 | |
| 3 | | PLAFOND | | | | 0 | | | | |
| 4 | A | Porte1 | bois | peinture | | 0 | | | 0 | |
| 5 | | Ouvrant (A-intérieur) A | | | | 0 | | | | |
| 6 | A | Porte1 | bois | peinture | | 0 | | | 0 | |
| 7 | | Ouvrant (B-extérieur) A | | | | 0 | | | | |
| Nombre Total d'unités de diagnostic : 8 Nombre d'unités de classe 3 : 0 % de classe 3 : 0 % | | | | | | | | | | |
| Local n° 2 Désignation : Cave 2 (0 RDC) | | | | | | | | | | |
| - | A | Mur | pierre | | - | - | - | - | - | |
| - | B | Mur | pierre | | - | - | - | - | - | |
| - | C | Mur | pierre | | - | - | - | - | - | |

| | | | | | | | | | | |
|----|---------|--------------------------------|--------------------------------|----------|---|---|---|---|---|--|
| - | D | Mur | pierre | | - | - | - | - | - | |
| - | SOL | Sol 1 | terre, tout venant | | - | - | - | - | - | |
| 8 | PLAFOND | Plafond | solivage bois et plancher bois | | 0 | | | | 0 | |
| 9 | | PLAFOND | | | | 0 | | | | |
| 10 | A | Porte1 Ouvrant (A-intérieur) A | bois | peinture | 0 | | | | 0 | |
| 11 | | | | | | 0 | | | | |
| 12 | A | Porte1 Ouvrant (B-extérieur) A | bois | peinture | 0 | | | | 0 | |
| 13 | | | | | | 0 | | | | |

Nombre Total d'unités de diagnostic : 8 Nombre d'unités de classe 3 : 0 % de classe 3 : 0 %

Local n° 3 Désignation : Entrée salon (1er Etage)

| | | | | | | | | | | |
|----|---------|----------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------|-------------|-----|--|---|--|
| 14 | A | Mur A | pierre | plâtre + revêtement (*) | 0 | | | | 0 | |
| 15 | | | | | | | 0 | | | |
| 16 | B | Mur B | pierre | plâtre + revêtement (*) | 0 | | | | 0 | |
| 17 | | | | | | | 0 | | | |
| 18 | C | Mur C | pierre | plâtre + revêtement (*) | 0 | | | | 0 | |
| 19 | | | | | | | 0 | | | |
| 20 | D | Mur D | pierre | plâtre + revêtement (*) | 0 | | | | 0 | |
| 21 | | | | | | | 0 | | | |
| 22 | ABCD | Plinthe ABCD | bois | peinture | 0 | | | | 0 | |
| 23 | | | | | | | 0 | | | |
| 24 | SOL | Sol SOL | avec ou sans remplissage | revêtement (*) | 0 | | | | 0 | |
| 25 | | | | | | | 0 | | | |
| 26 | PLAFOND | Plafond | solivage bois et plancher bois | peinture | 0 | | | | 0 | |
| 27 | | | | | PLAFOND | | 0 | | | |
| 28 | A | Porte1 Cadre A | bois | peinture | 0 | | | | 0 | |
| 29 | | | | | | | 0 | | | |
| 30 | A | Porte1 Ouvrant (A-intérieur) A | bois | peinture | 0 | | | | 0 | |
| 31 | | | | | | | 0 | | | |
| 32 | A | Porte1 Ouvrant (B-extérieur) A | bois | peinture | 0 | | | | 0 | |
| 33 | | | | | | | 0 | | | |
| 34 | C | Porte1 Cadre C | bois | peinture | 0 | | | | 0 | |
| 35 | | | | | | | 0 | | | |
| 36 | C | Porte1 Ouvrant (A-intérieur) C | bois | peinture | 0 | | | | 0 | |
| 37 | | | | | | | 0 | | | |
| 38 | C | Porte2 Cadre C | bois | peinture | 0 | | | | 0 | |
| 39 | | | | | | | 0 | | | |
| 40 | C | Porte2 Ouvrant (A-intérieur) C | bois | peinture | 0 | | | | 0 | |
| 41 | | | | | | | 0 | | | |
| 42 | D | Fenêtre1 Cadre D | bois | peinture | 1,2 | Non dégradé | | | 1 | |
| 43 | D | Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur) D | bois | peinture | 1,3 | Non dégradé | | | 1 | |
| 44 | D | Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur) D | bois | peinture | 1,1 | Non dégradé | | | 1 | |
| 45 | D | Fenêtre1 Volets D | bois | peinture | 0,5 | | | | 0 | |
| 46 | | | | | | | 0,3 | | | |

Nombre Total d'unités de diagnostic : 18 Nombre d'unités de classe 3 : 0 % de classe 3 : 0 %

Local n° 4 Désignation : Cuisine (1er Etage)

| | | | | | | | | | | |
|----|---------|--------------|--------------------------------|-------------------------------|---------|---|---|---|---|--|
| 47 | A | Mur A | pierre | enduit (*), isolant, peinture | 0 | | | | 0 | |
| 48 | | | | | | | 0 | | | |
| 49 | B | Mur B | pierre | enduit (*), isolant, peinture | 0 | | | | 0 | |
| 50 | | | | | | | 0 | | | |
| 51 | C | Mur C | pierre | enduit (*), isolant, peinture | 0 | | | | 0 | |
| 52 | | | | | | | 0 | | | |
| 53 | D | Mur D | pierre | enduit (*), isolant, peinture | 0 | | | | 0 | |
| 54 | | | | | | | 0 | | | |
| - | SOL | Sol | dalle béton | peinture | - | - | - | - | - | |
| 55 | PLAFOND | Plafond | solivage bois et plancher bois | | 0 | | | | 0 | |
| 56 | | | | | PLAFOND | | 0 | | | |
| 57 | A | Porte1 Cadre | bois | peinture | 0 | | | | 0 | |

| | | | | | | | | | | |
|----|---|---------------------------------------|------|----------|--|---|--|--|--|---|
| 58 | | A | | | | 0 | | | | |
| 59 | A | Porte1 Ouvrant (A- intérieur) A | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 60 | | | | | | 0 | | | | |
| 61 | C | Porte1 Cadre C | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 62 | | | | | | 0 | | | | |
| 63 | C | Porte1 Ouvrant (A- intérieur) C | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 64 | | | | | | 0 | | | | |

Nombre Total d'unités de diagnostic : 10 Nombre d'unités de classe 3 : 0 % de classe 3 : 0 %

Local n° 5 Désignation : Dégagement (1er Etage)

| | | | | | | | | | | |
|----|---------|---------------------------------------|---|-------------------------|--|---|--|--|--|---|
| 65 | A | Mur A | bloc de béton creux - parpaing, pierre | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 66 | | | | | | 0 | | | | |
| 67 | B | Mur B | bloc de béton creux - parpaing, pierre | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 68 | | | | | | 0 | | | | |
| 69 | C | Mur C | bloc de béton creux - parpaing, pierre | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 70 | | | | | | 0 | | | | |
| 71 | D | Mur D | bloc de béton creux - parpaing, pierre | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 72 | | | | | | 0 | | | | |
| 73 | SOL | Sol SOL | avec ou sans remplissage | revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 74 | | | | | | 0 | | | | |
| 75 | PLAFOND | Plafond PLAFOND | avec ou sans remplissage | lambris pvc | | 0 | | | | 0 |
| 76 | | | | | | 0 | | | | |
| 77 | A | Porte1 Cadre A | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 78 | | | | | | 0 | | | | |
| 79 | A | Porte1 Ouvrant (A- intérieur) A | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 80 | | | | | | 0 | | | | |
| 81 | C | Porte1 Cadre C | bois | vernis | | 0 | | | | 0 |
| 82 | | | | | | 0 | | | | |
| 83 | C | Porte1 Ouvrant (A- intérieur) C | bois | vernis | | 0 | | | | 0 |
| 84 | | | | | | 0 | | | | |
| 85 | D | Porte1 Cadre D | bois | vernis | | 0 | | | | 0 |
| 86 | | | | | | 0 | | | | |
| 87 | D | Porte1 Ouvrant (A- intérieur) D | bois | vernis | | 0 | | | | 0 |
| 88 | | | | | | 0 | | | | |
| 89 | D | Porte2 Cadre D | bois | vernis | | 0 | | | | 0 |
| 90 | | | | | | 0 | | | | |
| 91 | D | Porte2 Ouvrant (A- intérieur) D | bois | vernis | | 0 | | | | 0 |
| 92 | | | | | | 0 | | | | |

Nombre Total d'unités de diagnostic : 14 Nombre d'unités de classe 3 : 0 % de classe 3 : 0 %

Local n° 6 Désignation : Toilettes (1er Etage)

| | | | | | | | | | | |
|-----|---------|---------------------------------------|------------------------------------|-------------------------|--|---|--|--|--|---|
| 93 | A | Mur A | brique (creuse, pleine), pierre | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 94 | | | | | | 0 | | | | |
| 95 | B | Mur B | brique (creuse, pleine), pierre | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 96 | | | | | | 0 | | | | |
| 97 | C | Mur C | brique (creuse, pleine), pierre | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 98 | | | | | | 0 | | | | |
| 99 | D | Mur D | brique (creuse, pleine), pierre | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 100 | | | | | | 0 | | | | |
| 101 | SOL | Sol SOL | avec ou sans remplissage | revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 102 | | | | | | 0 | | | | |
| 103 | PLAFOND | Plafond PLAFOND | avec ou sans remplissage | lambris pvc | | 0 | | | | 0 |
| 104 | | | | | | 0 | | | | |
| 105 | A | Porte1 Cadre A | bois | vernis | | 0 | | | | 0 |
| 106 | | | | | | 0 | | | | |
| 107 | A | Porte1 Ouvrant (A- intérieur) A | bois | vernis | | 0 | | | | 0 |
| 108 | | | | | | 0 | | | | |

Nombre Total d'unités de diagnostic : 8 Nombre d'unités de classe 3 : 0 % de classe 3 : 0 %

Local n° 7 Désignation : Salle de bains (1er Etage)

| | | | | | | | | | | |
|-----|---|-------|-------------------------|-------------------------|--|---|--|--|--|---|
| 109 | A | Mur A | brique (creuse, pleine) | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
|-----|---|-------|-------------------------|-------------------------|--|---|--|--|--|---|

| | | | | | | | | | | |
|-----|---------|--------------------------------|--------------------------|-------------------------|--|---|--|--|--|---|
| 110 | | | | | | 0 | | | | |
| 111 | B | Mur B | brique (creuse, pleine) | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 112 | | | | | | 0 | | | | |
| 113 | C | Mur C | brique (creuse, pleine) | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 114 | | | | | | 0 | | | | |
| 115 | D | Mur D | brique (creuse, pleine) | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 116 | | | | | | 0 | | | | |
| 117 | SOL | Sol SOL | avec ou sans remplissage | revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 118 | | | | | | 0 | | | | |
| 119 | PLAFOND | Plafond PLAFOND | avec ou sans remplissage | lambris pvc | | 0 | | | | 0 |
| 120 | | | | | | 0 | | | | |
| 121 | A | Porte1 Cadre A | bois | vernis | | 0 | | | | 0 |
| 122 | | | | | | 0 | | | | |
| 123 | A | Porte1 Ouvrant (A-intérieur) A | bois | vernis | | 0 | | | | 0 |
| 124 | | | | | | 0 | | | | |

Nombre Total d'unités de diagnostic : 8 Nombre d'unités de classe 3 : 0 % de classe 3 : 0 %

Local n° 8 Désignation : Chambre 1 (1er Etage)

| | | | | | | | | | | |
|-----|---------|----------------------------------|---|---------------------------------|--|---|--|--|--|---|
| 125 | A | Mur A | bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 126 | | | | | | 0 | | | | |
| 127 | B | Mur B | bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 128 | | | | | | 0 | | | | |
| 129 | C | Mur C | bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 130 | | | | | | 0 | | | | |
| 131 | D | Mur D | bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 132 | | | | | | 0 | | | | |
| 133 | E | Mur E | bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 134 | | | | | | 0 | | | | |
| 135 | F | Mur F | bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 136 | | | | | | 0 | | | | |
| 137 | SOL | Sol SOL | avec ou sans remplissage | revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 138 | | | | | | 0 | | | | |
| 139 | PLAFOND | Plafond PLAFOND | avec ou sans remplissage | lambris (bois ou médium revêtu) | | 0 | | | | 0 |
| 140 | | | | | | 0 | | | | |
| 141 | A | Porte1 Cadre A | bois | vernis | | 0 | | | | 0 |
| 142 | | | | | | 0 | | | | |
| 143 | A | Porte1 Ouvrant (A-intérieur) A | bois | vernis | | 0 | | | | 0 |
| 144 | | | | | | 0 | | | | |
| 145 | E | Porte1 Cadre E | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 146 | | | | | | 0 | | | | |
| 147 | E | Porte1 Ouvrant (A-intérieur) E | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 148 | | | | | | 0 | | | | |
| 149 | D | Fenêtre1 Cadre D | bois | peinture, vernis | | 0 | | | | 0 |
| 150 | | | | | | 0 | | | | |
| 151 | D | Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur) D | bois | peinture, vernis | | 0 | | | | 0 |
| 152 | | | | | | 0 | | | | |
| 153 | D | Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur) D | bois | peinture, vernis | | 0 | | | | 0 |
| 154 | | | | | | 0 | | | | |
| 155 | D | Fenêtre1 Volets D | bois | peinture, vernis | | 0 | | | | 0 |
| 156 | | | | | | 0 | | | | |

Nombre Total d'unités de diagnostic : 16 Nombre d'unités de classe 3 : 0 % de classe 3 : 0 %

Local n° 9 Désignation : Chambre 2 (1er Etage)

| | | | | | | | | | | |
|-----|---|-------|--------|-------------------------|--|---|--|--|--|---|
| 157 | A | Mur A | pierre | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 158 | | | | | | 0 | | | | |
| 159 | B | Mur B | pierre | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 160 | | | | | | 0 | | | | |
| 161 | C | Mur C | pierre | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |
| 162 | | | | | | 0 | | | | |
| 163 | D | Mur D | pierre | plâtre + revêtement (*) | | 0 | | | | 0 |

| | | | | | | | | | | |
|-----|---------|----------------------------------|--------------------------------|----------------|--|-----|-------------|--|---|--|
| 164 | | | | | | 0 | | | | |
| 165 | ABCD | Plinthe ABCD | bois | peinture | | 0 | | | 0 | |
| 166 | | | | | | 0 | | | | |
| 167 | SOL | Sol SOL | avec ou sans remplissage | revêtement (*) | | 0 | | | 0 | |
| 168 | | | | | | 0 | | | | |
| 169 | PLAFOND | Plafond PLAFOND | solivage bois et plancher bois | peinture | | 0 | | | 0 | |
| 170 | | | | | | 0 | | | | |
| 171 | A | Porte1 Cadre A | bois | peinture | | 0 | | | 0 | |
| 172 | | | | | | 0 | | | | |
| 173 | A | Porte1 Ouvrant (A-intérieur) A | bois | peinture | | 0 | | | 0 | |
| 174 | | | | | | 0 | | | | |
| 175 | C | Porte1 Cadre C | bois | peinture | | 0 | | | 0 | |
| 176 | | | | | | 0 | | | | |
| 177 | C | Porte1 Ouvrant (A-intérieur) C | bois | peinture | | 0 | | | 0 | |
| 178 | | | | | | 0 | | | | |
| 179 | B | Fenêtre1 Cadre B | bois | peinture | | 1,1 | Non dégradé | | 1 | |
| 180 | B | Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur) B | bois | peinture | | 1,3 | Non dégradé | | 1 | |
| 181 | B | Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur) B | bois | peinture | | 1,2 | Non dégradé | | 1 | |
| 182 | B | Fenêtre1 Volets B | bois | peinture | | 0,6 | | | 0 | |
| 183 | | | | | | 0,4 | | | | |

Nombre Total d'unités de diagnostic : 15 Nombre d'unités de classe 3 : 0 % de classe 3 : 0 %

Local n° 10 Désignation : Débarras (1er Etage)

| | | | | | | | | | | |
|-----|---------|----------------------------------|--------------------------|---------------------------------|--|---|--|--|---|--|
| 184 | A | Mur A | pierre | enduit (*), peinture | | 0 | | | 0 | |
| 185 | | | | | | 0 | | | | |
| 186 | B | Mur B | pierre | enduit (*), peinture | | 0 | | | 0 | |
| 187 | | | | | | 0 | | | | |
| 188 | C | Mur C | pierre | enduit (*), peinture | | 0 | | | 0 | |
| 189 | | | | | | 0 | | | | |
| 190 | D | Mur D | pierre | enduit (*), peinture | | 0 | | | 0 | |
| 191 | | | | | | 0 | | | | |
| 192 | SOL | Sol SOL | avec ou sans remplissage | revêtement (*) | | 0 | | | 0 | |
| 193 | | | | | | 0 | | | | |
| 194 | PLAFOND | Plafond PLAFOND | avec ou sans remplissage | lambris (bois ou médium revêtu) | | 0 | | | 0 | |
| 195 | | | | | | 0 | | | | |
| 196 | A | Porte1 Cadre A | bois | vernis | | 0 | | | 0 | |
| 197 | | | | | | 0 | | | | |
| 198 | A | Porte1 Ouvrant (A-intérieur) A | bois | vernis | | 0 | | | 0 | |
| 199 | | | | | | 0 | | | | |
| 200 | A | Porte1 Ouvrant (B-extérieur) A | bois | vernis | | 0 | | | 0 | |
| 201 | | | | | | 0 | | | | |
| 202 | A | Fenêtre1 Cadre A | bois | peinture | | 0 | | | 0 | |
| 203 | | | | | | 0 | | | | |
| 204 | A | Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur) A | bois | peinture | | 0 | | | 0 | |
| 205 | | | | | | 0 | | | | |
| 206 | A | Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur) A | bois | peinture | | 0 | | | 0 | |
| 207 | | | | | | 0 | | | | |
| 208 | A | Fenêtre1 Volets A | bois | peinture | | 0 | | | 0 | |
| 209 | | | | | | 0 | | | | |

Nombre Total d'unités de diagnostic : 13 Nombre d'unités de classe 3 : 0 % de classe 3 : 0 %

Local n° 11 Désignation : Combles perdus 1 (2ème Etage)

Nombre Total d'unités de diagnostic : 0 Nombre d'unités de classe 3 : 0 % de classe 3 : 0 %

Local n° 12 Désignation : Combles perdus 2 (2ème Etage)

| | | | | | | | | | | |
|---|---|-----|--------|--|---|---|---|---|---|---|
| - | A | Mur | pierre | | - | - | - | - | - | - |
| - | B | Mur | pierre | | - | - | - | - | - | - |
| - | C | Mur | pierre | | - | - | - | - | - | - |
| - | D | Mur | pierre | | - | - | - | - | - | - |

| | | | | | | | | | | |
|---|---------|---|---|----------------|---|---|---|---|---|---|
| - | SOL | Sol | avec ou sans remplissage | isolant | - | - | - | - | - | - |
| - | PLAFOND | Charpente Charpente et chevrons bois | couverture (onduline, fibres-ciment, postérieur à 1997 [sur les dîres du do]) | | - | - | - | - | - | - |
| Nombre Total d'unités de diagnostic : 6 Nombre d'unités de classe 3 : 0 % de classe 3 : 0 % | | | | | | | | | | |
| Local n° 13 Désignation : Grenier (2ème Etage) | | | | | | | | | | |
| 210 | A | Mur A | bloc de béton creux - parpaing | enduit (*) | | 0 | | | | 0 |
| 211 | | | | | | 0 | | | | |
| 212 | B | Mur B | bloc de béton creux - parpaing | enduit (*) | | 0 | | | | 0 |
| 213 | | | | | | 0 | | | | |
| 214 | C | Mur C | bloc de béton creux - parpaing | enduit (*) | | 0 | | | | 0 |
| 215 | | | | | | 0 | | | | |
| 216 | D | Mur D | bloc de béton creux - parpaing | enduit (*) | | 0 | | | | 0 |
| 217 | | | | | | 0 | | | | |
| 218 | SOL | Sol SOL | avec ou sans remplissage | plaque de bois | | 0 | | | | 0 |
| 219 | | | | | | 0 | | | | |
| 220 | PLAFOND | Plafond | plaque de bois, solivage | | | 0 | | | | 0 |
| 221 | PLAFOND | PLAFOND | bois et plancher bois | | | 0 | | | | |
| 222 | A | Porte1 Cadre A | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 223 | | | | | | 0 | | | | |
| 224 | A | Porte1 Ouvrant (A-intérieur) A | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 225 | | | | | | 0 | | | | |
| 226 | A | Porte1 Ouvrant (B-extérieur) A | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 227 | | | | | | 0 | | | | |
| 228 | A | Fenêtre1 Cadre A | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 229 | | | | | | 0 | | | | |
| 230 | A | Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur) A | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 231 | | | | | | 0 | | | | |
| 232 | A | Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur) A | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 233 | | | | | | 0 | | | | |
| 234 | A | Fenêtre1 Volets A | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 235 | | | | | | 0 | | | | |
| 236 | C | Fenêtre1 Cadre C | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 237 | | | | | | 0 | | | | |
| 238 | C | Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur) C | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 239 | | | | | | 0 | | | | |
| 240 | C | Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur) C | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 241 | | | | | | 0 | | | | |
| 242 | C | Fenêtre1 Volets C | bois | peinture | | 0 | | | | 0 |
| 243 | | | | | | 0 | | | | |
| Nombre Total d'unités de diagnostic : 17 Nombre d'unités de classe 3 : 0 % de classe 3 : 0 % | | | | | | | | | | |
| Local n° 14 Désignation : Combles perdus 3 (Combles) | | | | | | | | | | |
| - | A | Mur | bloc de béton creux - parpaing | enduit (*) | - | - | - | - | - | - |
| - | B | Mur | bloc de béton creux - parpaing | enduit (*) | - | - | - | - | - | - |
| - | C | Mur | bloc de béton creux - parpaing | enduit (*) | - | - | - | - | - | - |
| - | D | Mur | bloc de béton creux - parpaing | enduit (*) | - | - | - | - | - | - |
| - | SOL | Sol | avec ou sans remplissage | plaque de bois | - | - | - | - | - | - |
| - | PLAFOND | Charpente Charpente et chevrons bois | | lambris bois | - | - | - | - | - | - |
| Nombre Total d'unités de diagnostic : 6 Nombre d'unités de classe 3 : 0 % de classe 3 : 0 % | | | | | | | | | | |
| Local n° 15 Désignation : Toiture () | | | | | | | | | | |
| Nombre Total d'unités de diagnostic : 0 Nombre d'unités de classe 3 : 0 % de classe 3 : 0 % | | | | | | | | | | |

NB : (*) - Enduit (plâtre, crépis, chaux)
(*) - Revêtement (linoléum, lé de sol, moquettes)

18. LES OBLIGATIONS D'INFORMATIONS POUR LES PROPRIÉTAIRES

Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme, Article R.1334-12 du code de la santé publique : «L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'Article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.»

«Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale.»

19. INFORMATION SUR LES PRINCIPALES RÉGLEMENTATIONS ET RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE D'EXPOSITION AU PLOMB

19.1. TEXTES DE RÉFÉRENCE

Code de la santé publique :

- Code de la santé publique : Articles L.1334-1 à L.1334-12 et Articles R.1334-1 à R.1334-13 (lutte contre la présence de plomb) ;
- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique Articles 72 à 78 modifiant le code de la santé publique ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb ;
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ;
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au constat de risque d'exposition au plomb ;
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb ;
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures ;
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'Article L.1334-2 du code de la santé publique ;
- Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Code de la construction et de l'habitat :

- Code de la construction et de l'habitation : Articles L.271-4 à L.271-6 (Dossier de diagnostic technique) et Articles R.271-1 à R.271-4 (Conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique) ;
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction ;
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

Code du travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb :

- Code du travail : Articles L.233-5-1, R.231-51 à R.231-54, R.231-56 et suivants, R.231-58 et suivants, R.233-1, R.233-42 et suivants ;
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail ;
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'Article L.233-5-1 du code du travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail) ;
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail ;
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (Équipements de travail) ;
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (Articles R.231-51 à R.231-54 du code du travail) ;
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'Article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention.

19.2. RESSOURCES DOCUMENTAIRES

Documents techniques :

- Fiche de sécurité H2 F 13 99 Maladies Professionnelles, Plomb, OPPBTP, janvier 1999 ;
- Guide à l'usage des professionnels du bâtiment, Peintures au plomb, Aide au choix d'une technique de traitement, OPPBTP, FFB, CEBTP, Éditions OPPBTP 4e trimestre 2001 ;
- Document ED 809 Interventions sur les peintures contenant du plomb, prévention des risques professionnels, INRS, avril 2003 ;
- Norme AFNOR NF X 46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb».

Sites Internet :

- Ministère chargé de la santé (textes officiels, précautions à prendre en cas de travaux portant sur des peintures au plomb, obligations des différents acteurs, ...) : <http://www.sante.gouv.fr> (dossiers thématiques «Plomb» ou «Saturnisme»)
- Ministère chargé du logement : <http://www.logement.gouv.fr>
- Agence nationale de l'habitat (ANAH) : <http://www.anah.fr/> (fiche Peintures au plomb disponible, notamment)
- Institut national de recherche et de sécurité (INRS) : <http://www.inrs.fr/> (règles de prévention du risque chimique, fiche toxicologique plomb et composés minéraux, ...)

DATE ET SIGNATURE

Dates de visite et d'établissement de l'état

Visite effectuée le 13/05/2015
Fait à VILLEFRANCHE DE ROUERGUE le 13/05/2015
Nom : M. RIGAUT Prénom : Jean-Michel

SIGNATURE DU TECHNICIEN

Nota 1 (article L271-6 du CCH)

Le diagnostiqueur immobilier déclare :

- n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir son rapport de mission.
- avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions.
- que le présent rapport est établi par lui-même présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés.

NOTICE D'INFORMATION**(Annexe II de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb)**

Cette note fait partie intégrante du rapport auquel elle est jointe

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles.

En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écaillent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- s'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- s'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- s'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- lutez contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

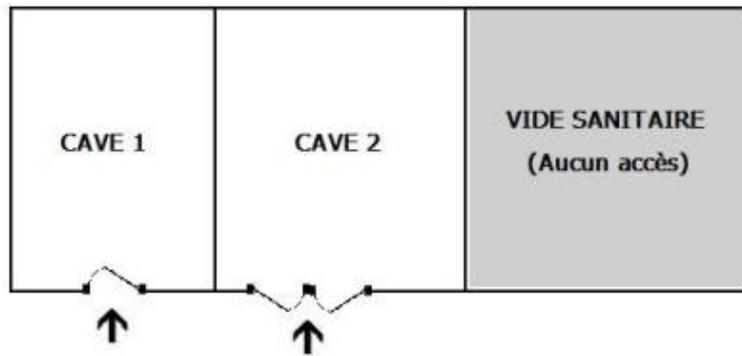
Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie).

Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites internet des ministères chargés de la santé et du logement.

CROQUIS

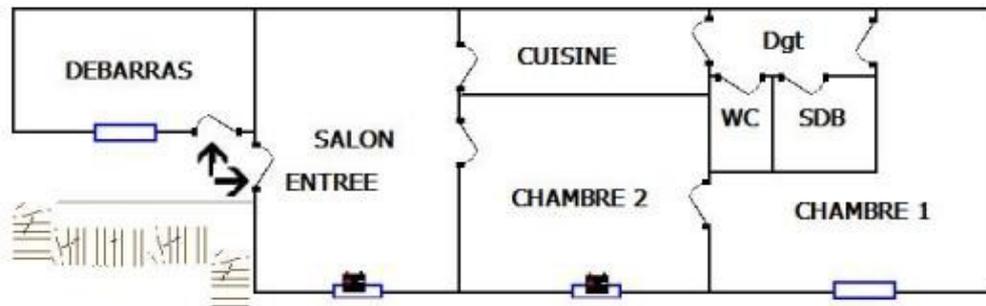
RDC

MAISON D'HABITATION



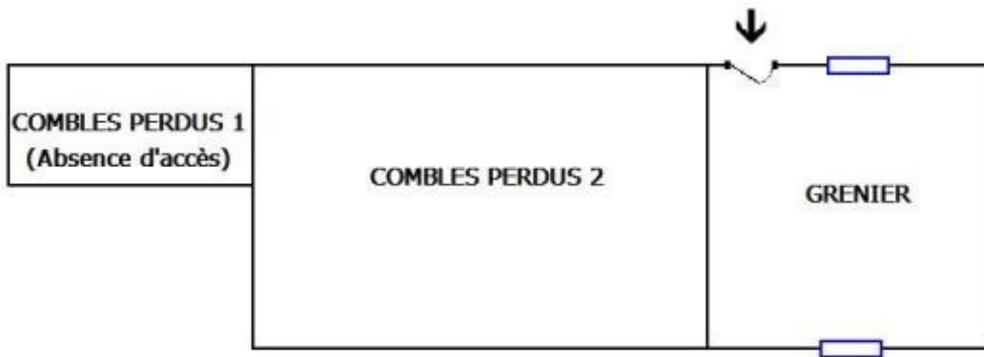
R+1

MAISON D'HABITATION



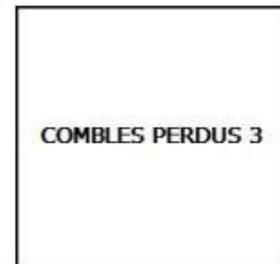
R+2

MAISON D'HABITATION

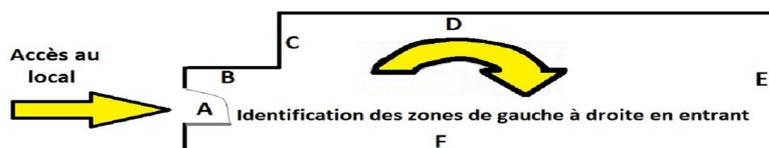


R+3

MAISON D'HABITATION



| Légendes | |
|-------------------------------|---------|
| Escalier | Fenêtre |
| Ouverture | Porte |
| Présence de peinture au plomb | |



RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE POUR L'ETABLISSEMENT DU CONSTAT ETABLI A L'OCCASION DE LA VENTE D'UN IMMEUBLE BATI

- Code de la construction et de l'habitation.
- Code de la Santé Publique dont Annexe 13.9 modifié par le décret n°2011-629 du 3 juin 2011.
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage (version consolidée au 4 juillet 2013).
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage

| | | | |
|--|-------------------|-------------------------------------|-------------------|
| N° Dossier : 20150513CAMPERGUE | AMIANTE- | Date de visite : | 13/05/2015 |
| Date de la commande : | 06/05/2015 | Date d'émission du rapport : | 13/05/2015 |

1. IMMEUBLE BÂTI VISITÉ

| | |
|---------------------------------|--|
| Nom de l'immeuble : | Habitation (maison individuelle) |
| Descriptif sommaire : | Maison d'habitation de type 3 sur 3 niveaux et dépendances |
| Année de construction : | Non communiquée |
| Adresse : | Le Bourg 46210 SAINT HILAIRE |
| Références cadastrales : | Section : B Parcelle : 842, 843 |
| Statut de l'immeuble : | |
| | <input type="checkbox"/> Partie privative d'immeuble collectif d'habitation (CSP art. R1334-16). |
| | <input checked="" type="checkbox"/> Immeuble d'habitation ne comportant qu'un seul logement (CSP art. R1334-15). |

2. CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante :

- Sur jugement personnel :

Plaques ondulées - Plaques en fibres-ciment/Toiture/ (MPCA1 : Jugement personnel / Plaques en fibres-ciment) : Suite au résultat EP de la grille d'évaluation, vous devez faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation du MPCA

Plaques ondulées - Plaques en fibres-ciment/Abri bois/0 RDC (MPCA2 : Jugement personnel / Plaques en fibres-ciment) : Suite au résultat EP de la grille d'évaluation, vous devez faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation du MPCA

Nous vous rappelons qu'il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant .

Locaux ou parties de locaux non visités, composants ou parties de composants non inspectés pour lesquels il y'a lieu de réaliser des investigations complémentaires :

- Exclusions générales : Sont exclus de la mission, tous les matériaux qui sont non visibles sans démontage ou sans un détuillage.

- COMBLES PERDUS 1 & VIDE SANITAIRE / Absence d'accès

3. DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE DIAGNOSTIC

Je soussigné, Prénom : Jean-Michel Nom : RIGAUT. Déclare, ce jour, détenir la certification de compétence délivrée par : CERTIFI pour le domaine : « Amiante ». Certification N° : 13-1236 valide jusqu'au : 28/04/2018
Cette information est vérifiable auprès de : CERTIFI 37 route de Paris, 31140 AUCAMVILLE - Tél. 05 61 377 377 - Site internet : « www.certifi.fr » (sur le site CERTIFI, consulter la rubrique « Liste des certifiés »).

| | | | |
|---|--|---------------------------------|---|
| Nom, prénom : | M. RIGAUT Jean-Michel | Nom de l'entreprise : | V.F. Expertises |
| SIRET : | 527 952 83200014 | Adresse : | 3, rue des Peupliers 12200 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE |
| Désignation de la compagnie d'assurance : | AXA | N° de police : | 6065357204 |
| Coordonnées : | 9, Place Benoît Crépu BP 5004 69245 LYON cedex 05 | Date de validité de la police : | 01/01/2016 |
| Pièces jointe : | Copie des attestations d'assurance et de compétences en annexe | | |
| Certification de compétence délivré par : | CERTIFI | Obtenu le : | 29/04/2013 |
| | | A consulter sur : | www.certifi.fr |

SOMMAIRE

1. IMMEUBLE BÂTI VISITÉ
2. CONCLUSIONS
3. DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE DIAGNOSTIC
4. DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE/DONNEUR D'ORDRE/ACCOMPAGNATEUR
5. LE(S) SIGNATAIRE(S)
6. LA MISSION DE REPÉRAGE
7. LE PROGRAMME DE REPÉRAGE DE LA MISSION RÉGLEMENTAIRE
8. LE PÉRIMÈTRE DE REPÉRAGE EFFECTIF
 - 8.1. LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX VISITÉS
 - 8.2. LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX NON VISITÉS
9. CONDITIONS DE RÉALISATION DU REPÉRAGE
10. RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE
 - 10.1. LISTE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE SUR JUGEMENT PERSONNEL
 - 10.2. LISTE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE APRÈS ANALYSE
 - 10.3. LISTE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE APRÈS ANALYSE
 - 10.4. LABORATOIRE D'ANALYSE
11. OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES APRÈS REPÉRAGE DE MATÉRIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE (MPCA)
 - 11.1. OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES APRÈS REPÉRAGE DE MPCA LISTE A
 - 11.2. OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES APRÈS REPÉRAGE DE MPCA LISTE B
12. MESURES IMMINENTES
13. DEVOIRS DE CONSEILS

ANNEXES :

PLANS DE SITUATION

CADASTRE

CROQUIS DE REPÉRAGE

FICHE(S) D'IDENTIFICATION ET DE COTATION DES PRÉLÈVEMENTS

GRILLE(S) D'ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MPCA

ACCUSE DE RECEPTION

ATTESTATIONS D'ASSURANCE ET DE COMPÉTENCE

4. DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE/DONNEUR D'ORDRE/ACCOMPAGNATEUR

| | |
|--|---|
| <u>Propriétaire :</u> | <u>Nom-Prénom :</u> M. CAMPERGUE René <u>Adresse :</u> 59 Avenue Paul Ramadier - 12300- DECAZEVILLE |
| <u>Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre :</u> | <u>Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :</u> Donneur d'ordre <u>Nom-Prénom :</u> M. CAMPERGUE René <u>Adresse :</u> 59 Avenue Paul Ramadier 12300 - DECAZEVILLE |
| <u>Personne présente lors de la visite :</u> | <u>Nom-Prénom :</u> M. CAMPERGUE René |

5. LE(S) SIGNATAIRE(S)

PERSONNE(S) SIGNATAIRE(S) AUTORISANT LA DIFFUSION DU RAPPORT

| NOM | PRÉNOM | FONCTION | SIGNATURE |
|-----------|-------------|----------------------------|-----------|
| M. RIGAUT | Jean-Michel | Technicien de l'entreprise | |
| | | | |

6. LA MISSION DE REPÉRAGE

L'objet de la mission : Le repérage des matériaux et produits de la liste A et B contenant de l'amiante.

Le cadre de la mission :

L'intitulé de la mission : « RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE POUR L'ETABLISSEMENT DU CONSTAT ETABLI A L'OCCASION DE LA VENTE D'UN IMMEUBLE BATI ».

Le cadre réglementaire de la mission : Art. R. 1334-15 du décret n°2011-629 du 3 juin 2011. Dans le cadre de la vente, les propriétaires d'immeubles d'habitation font réaliser un repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante

L'objectif de la mission : Art. R. 1334-20.-I et Art. R. 1334-21.-I

1°) Rechercher la présence des matériaux et produits des liste A et B accessibles sans travaux destructifs.

2°) Identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante.

3°) Évaluer l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et leur risque de dégradation lié à leur environnement.

Éléments d'information : (source : A N N E X E I I I « ÉLÉMENTS D'INFORMATION À FAIRE FIGURER DANS LE RAPPORT CONSTITUANT L'ÉTAT MENTIONNÉ AUX 1° ET 2° A DE L'ARTICLE R. 1334-29-7 » de l'arrêté du 12 décembre 2012)

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble.

L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, **les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture.** Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la **base de données « déchets » gérée par l'ADEME**, directement accessible sur le site internet **www.sinoe.org**.

7. LE PROGRAMME DE REPÉRAGE DE LA MISSION RÉGLEMENTAIRE

Le programme de repérage est défini à minima par l'Annexe 13.9 du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

- Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20

COMPOSANT A SONDER ou A VERIFIER

Flocages

Calorifugeages

Faux plafonds

- Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21

| COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION | PARTIE DU COMPOSANT A VERIFIER OU A SONDER |
|--|---|
| 1. Parois verticales intérieures | |
| Murs et Cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriqués), gainés et coffres. | Enduits projetés, revêtement durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloisons. |
| 2. Planchers et plafonds | |
| Plafond, poutres et charpentes, gainés et coffres. | Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. |
| Planchers. | Dalles de sol. |
| 3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs. | |
| Conduits de fluides (air, autres fluides...) | Conduits, enveloppes de calorifuges. |
| Clapets/volets coupe-feu | Clapets, volets, rebouchage. |
| Portes coupe-feu | Joints (tresse, bandes). |
| vide-ordures | Conduits. |
| 4. Élément extérieurs | |
| Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façades. | Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibrociment), bardeaux bitumineux, plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduit en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée. |

8. LE PÉRIMÈTRE DE REPÉRAGE EFFECTIF

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

8.1 LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX VISITÉS

| Partie d'immeuble non bâti et bâti examinés | Partie d'ouvrages examinés | Éléments d'ouvrage examinés |
|---|----------------------------|---|
| MAISON D'HABITATION : | | |
| 0 RDC : | | |
| Cave 1 | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) solivage bois et plancher bois |
| | Plancher bas | Sol 1(SOL) terre, tout venant |
| | Murs | Mur(A) pierre Mur(B) pierre Mur(C) pierre Mur(D) pierre Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture Porte1 Ouvrant (B-extérieur)(A) bois peinture |
| Cave 2 | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) solivage bois et plancher bois |
| | Plancher bas | Sol 1(SOL) terre, tout venant |
| | Murs | Mur(A) pierre Mur(B) pierre Mur(C) pierre Mur(D) pierre Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture Porte1 Ouvrant (B-extérieur)(A) bois peinture |
| 1er Étage : | | |
| Entrée salon | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) solivage bois et plancher bois peinture |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage revêtement (*) |
| | Murs | Mur(A) pierre plâtre + revêtement (*) Mur(B) pierre plâtre + revêtement (*) Mur(C) pierre plâtre + revêtement (*) Mur(D) pierre plâtre + revêtement (*) Plinthe(ABCD) bois peinture Porte1 Cadre(A) bois peinture Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture Porte1 Ouvrant (B-extérieur)(A) bois peinture Porte1 Cadre(C) bois peinture Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(C) bois peinture Porte2 Cadre(C) bois peinture Porte2 Ouvrant (A-intérieur)(C) bois peinture Fenêtre1 Cadre(D) bois peinture Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur)(D) bois peinture Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur)(D) bois peinture Fenêtre1 Volets(D) bois peinture |
| Cuisine | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) solivage bois et plancher bois |
| | Plancher bas | Sol(SOL) dalle béton peinture |
| | Murs | Mur(A) pierre enduit (*), isolant, peinture Mur(B) pierre enduit (*), isolant, peinture Mur(C) pierre enduit (*), isolant, peinture Mur(D) pierre enduit (*), isolant, peinture Porte1 Cadre(A) bois peinture Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture Porte1 Cadre(C) bois peinture Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(C) bois peinture |
| Dégagement | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) avec ou sans remplissage lambris pvc |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage revêtement (*) |
| | Murs | Mur(A) bloc de béton creux - parpaing, pierre plâtre + revêtement (*) Mur(B) bloc de béton creux - parpaing, pierre plâtre + revêtement (*) Mur(C) bloc de béton creux - parpaing, pierre plâtre + revêtement (*) Mur(D) bloc de béton creux - parpaing, pierre plâtre + revêtement (*) Porte1 Cadre(A) bois peinture Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture Porte1 Cadre(C) bois vernis Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(C) bois vernis Porte1 Cadre(D) bois vernis Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(D) bois vernis Porte2 Cadre(D) bois vernis Porte2 Ouvrant (A-intérieur)(D) bois vernis |
| Toilettes | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) avec ou sans remplissage lambris pvc |

| | | |
|---------------------|---------------|---|
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage revêtement (*) |
| | Murs | Mur(A) brique (creuse, pleine), pierre plâtre + revêtement (*) Mur(B) brique (creuse, pleine), pierre plâtre + revêtement (*) Mur(C) brique (creuse, pleine), pierre plâtre + revêtement (*) Mur(D) brique (creuse, pleine), pierre plâtre + revêtement (*) Porte1 Cadre(A) bois vernis Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois vernis |
| Salle de bains | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) avec ou sans remplissage lambris pvc |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage revêtement (*) |
| | Murs | Mur(A) brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) Mur(B) brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) Mur(C) brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) Mur(D) brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) Porte1 Cadre(A) bois vernis Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois vernis |
| Chambre 1 | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) avec ou sans remplissage lambris (bois ou médium revêtu) |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage revêtement (*) |
| | Murs | Mur(A) bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) Mur(B) bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) Mur(C) bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) Mur(D) bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) Mur(E) bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) Mur(F) bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) Porte1 Cadre(A) bois vernis Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois vernis Porte1 Cadre(E) bois peinture Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(E) bois peinture Fenêtre1 Cadre(D) bois peinture, vernis Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur)(D) bois peinture, vernis Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur)(D) bois peinture, vernis Fenêtre1 Volets(D) bois peinture, vernis |
| Chambre 2 | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) solivage bois et plancher bois peinture |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage revêtement (*) |
| | Murs | Mur(A) pierre plâtre + revêtement (*) Mur(B) pierre plâtre + revêtement (*) Mur(C) pierre plâtre + revêtement (*) Mur(D) pierre plâtre + revêtement (*) Plinthe(ABCD) bois peinture Porte1 Cadre(A) bois peinture Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture Porte1 Cadre(C) bois peinture Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(C) bois peinture Fenêtre1 Cadre(B) bois peinture Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur)(B) bois peinture Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur)(B) bois peinture Fenêtre1 Volets(B) bois peinture |
| Débarras | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) avec ou sans remplissage lambris (bois ou médium revêtu) |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage revêtement (*) |
| | Murs | Mur(A) pierre enduit (*), peinture Mur(B) pierre enduit (*), peinture Mur(C) pierre enduit (*), peinture Mur(D) pierre enduit (*), peinture Porte1 Cadre(A) bois vernis Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois vernis Porte1 Ouvrant (B-extérieur)(A) bois vernis Fenêtre1 Cadre(A) bois peinture Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur)(A) bois peinture Fenêtre1 Volets(A) bois peinture |
| 2ème Etage : | | |
| Combles perdus 1 | | |
| Combles perdus 2 | Plancher haut | Charpente Charpente et chevrons bois(PLAFOND) couverture (onduline, fibres-ciment, postérieur à 1997 [sur les direx du do]) |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage isolant |
| | Murs | Mur(A) pierre Mur(B) pierre Mur(C) pierre Mur(D) pierre |
| Grenier | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) plaque de bois, solivage bois et plancher bois |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage plaque de bois |
| | Murs | Mur(A) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) |

| | | |
|--|--|---|
| | | Mur(B) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) Mur(C) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) Mur(D) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) Porte1 Cadre(A) bois peinture Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture Porte1 Ouvrant (B-extérieur)(A) bois peinture Fenêtre1 Cadre(A) bois peinture Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur)(A) bois peinture Fenêtre1 Volets(A) bois peinture Fenêtre1 Cadre(C) bois peinture Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur)(C) bois peinture Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur)(C) bois peinture Fenêtre1 Volets(C) bois peinture |
|--|--|---|

Combles :

| | | |
|------------------|---------------|--|
| Combles perdus 3 | Plancher haut | Charpente Charpente et chevrons bois(PLAFOND) lambris bois |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage plaque de bois |
| | Murs | Mur(A) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) Mur(B) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) Mur(C) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) Mur(D) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) |
| Toiture | | |

GARAGE :

0 RDC :

| | | |
|--------|---------------|--|
| Garage | Plancher haut | Charpente Charpente métal(PLAFOND) couverture (bac acier/métal) |
| | Plancher bas | Sol(SOL) dalle béton |
| | Murs | Mur(ABCD) bloc de béton creux - parpaing Porte-garage/portail Ouvrant (extérieur)(A) métal peinture Porte-garage/portail Ouvrant (intérieur)(A) métal peinture |

ABRI BOIS :

0 RDC :

| | | |
|-----------|---------------|---|
| Abri bois | Plancher haut | Charpente Charpente et chevrons bois(PLAFOND) couverture (fibrociment avant 1997) |
| | Plancher bas | Sol 1(SOL) terre |
| | Murs | Mur(ABCD) (bardage/colombage) bois |

Note : (*) - **Enduit :** (plâtre, crépis, chaux)
(*) - **Revêtement :** (sol pvc, linoléum, lé de sol, moquettes, papier peint)
Toiture RAS : Toiture en Ardoise, ou en tuile (canal, plate, mécanique), ou Bac Acier.

8.2 LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX NON VISITÉS

A la question « Y-a-t-il d'autres lots, pièces, locaux autres que ceux listés dans le rapport ? », le propriétaire ou son représentant m'a répondu que non.

| Locaux ou parties de locaux non visités, composants ou parties de composants non inspectés | Justifications et investigations complémentaires à réaliser |
|--|--|
| Exclusions générales | Sont exclus de la mission, tous les matériaux non visibles sans démontage ou sans détuillage |
| COMBLES PERDUS 1 & VIDE SANITAIRE | Absence d'accès |

CONSEQUENCES ENCOURUES PAR LE PROPRIETAIRE SUR LES ZONES EXCLUES

Nous vous rappelons que sur ces zones, les obligations réglementaires prévues aux [articles R. 1334-15 à R. 1334-18 du code de la santé publique](#) de ce dernier ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2012.

Cependant nous nous tenons à la disposition du propriétaire, pour à sa requête expresse, contrôler les parties du bien n'ayant pu être visitées. Dans cette hypothèse, il devra mettre à notre disposition, tout accès ou autorisations nécessaires *.

**en sus du coût initial seront facturés les frais de déplacement (indemnité kilométrique + temps de trajet).*

9. CONDITIONS DE RÉALISATION DU REPÉRAGE

Documents transmis par le propriétaire/DO :

- Rapports de repérage antécédent :

- Le propriétaire/ou do a déjà fait réaliser un rapport de repérage amiante en date du
- Le propriétaire/ou do n'a jamais fait réaliser de rapport de repérage amiante.

- Dossier Amiante – Parties Privatives DAPP préexistant :

- Le propriétaire/ou do a déjà fait réaliser un DAPP. Dont la dernière mise à jour est en date du :
- Le propriétaire/ou do n'a jamais fait réaliser de DAPP.

Présence d'amiante connue :

- Le donneur d'ordre ignore si des matériaux contiennent de l'amiante.
- Le donneur d'ordre affirme que des matériaux contiennent de l'amiante il s'agit de :

Autorisation d' « investigation approfondie » destructive : Le DO refuse au TDI tout investigation approfondie destructive

- Contre-cloisons
- Cloisons
- Combles
- Autre(s) partie(s) d'ouvrage(s) :

Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur : Néant.

Plan et procédures de prélèvements : L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

10. RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU REPÉRAGE

- 10.1 LISTE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE SUR JUGEMENT PERSONNEL

| MPCA LISTE A | MPCA LISTE B |
|--------------|--|
| | MPCA1 : ZONE 1 (Toiture) : Plaques ondulées - Plaques en fibres-ciment, critère m'ayant permis de conclure : Jugement personnel / Plaques en fibres-ciment |
| | MPCA2 : ZONE 2 (Abri bois 0 RDC) : Plaques ondulées - Plaques en fibres-ciment, critère m'ayant permis de conclure : Jugement personnel / Plaques en fibres-ciment |

- 10.2 LISTE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE APRÈS ANALYSE

| | |
|--|--|
| Nombre d'échantillons contenant de l'amiante - Liste A : | 0 |
| Référence des échantillons | Date du prélèvement, n° et date du procès verbal d'analyse annexé au rapport |
| Néant | |
| Nombre d'échantillons contenant de l'amiante - Liste B : | 0 |
| Référence des échantillons | Date du prélèvement, n° et date du procès verbal d'analyse annexé au rapport |
| Néant | |

- 10.3 LISTE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE APRÈS ANALYSE

| | |
|--|--|
| Nombre d'échantillons « sans amiante » - Liste A : | 0 |
| Référence des échantillons | Date du prélèvement, n° et date du procès verbal d'analyse annexé au rapport |
| Néant | |
| Nombre d'échantillons « sans amiante » - Liste B : | 0 |
| Référence des échantillons | Date du prélèvement, n° et date du procès verbal d'analyse annexé au rapport |
| Néant | |

- 10.4 LABORATOIRE D'ANALYSE

| | |
|---------------|--|
| Laboratoire : | EUROFINS |
| Coordonnées : | 20, rue du Kochersberg - 67701 SAVERNE Cedex 1 |
| Agrément n° | 1-1751 |

11. OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES APRÈS REPÉRAGE DE MATÉRIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE (MPCA)

Nous avons réalisé une grille de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A (voir pièce jointe en annexe)

- 11.1 OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES APRÈS REPÉRAGE DE MPCA LISTE A

MPCA LISTE A RÉSULTAT 1

Ont été classées au sens de la réglementation en «**MPCA Liste A résultat 1**» comme indiqué dans la grille d'évaluation de leur état de conservation les zones «homogènes» suivantes

Néant

Au regard du résultat 1 obtenue dans la grille d'évaluation vous êtes dans l'obligation de :

Faire réaliser une **évaluation périodique de l'état de conservation** des matériaux ou produits contenant de l'amiante listés ci-dessus. l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste a contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. la personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

MPCA LISTE A RÉSULTAT 2

Ont été classées au sens de la réglementation en «**MPCA Liste A résultat 2**» comme indiqué dans la grille d'évaluation de leur état de conservation les zones «homogènes» suivantes

Néant

Au regard du résultat 2 obtenue dans la grille d'évaluation vous êtes dans l'obligation de :

Faire réaliser une **surveillance du niveau d'empoussièrément dans l'air** des matériaux ou produits contenant de l'amiante listés ci-dessus. la mesure d'empoussièrément dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article r. 1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. l'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrément au propriétaire contre accusé de réception.

MPCA LISTE A RÉSULTAT 3

Ont été classées au sens de la réglementation en «**MPCA Liste A résultat 3**» comme indiqué dans la grille d'évaluation de leur état de conservation les zones «homogènes» suivantes

Mesures conservatoires

Néant

Au regard du résultat 3 obtenue dans la grille d'évaluation vous êtes dans l'obligation de :

Prendre les **mesures conservatoires ci-dessus** dans l'attente de procéder à **des travaux de confinement ou de retrait** des matériaux ou produits contenant de l'amiante listés ci-dessus. les travaux de retrait ou de confinement mentionnés à la présente sous-section sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrément ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrément inférieur à cinq fibres par litre. les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrément ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

- 11.2 OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES APRÈS REPÉRAGE DE MPCA LISTE B

Nous avons réalisé une grille de l'état de conservation et du risque de dégradation lié à son environnement des matériaux et produits de la liste B (voir pièce jointe en annexe)

MPCA LISTE B RECOMMANDATION EP

Ont été classées au sens de la réglementation en **MPCA Liste B recommandation EP** comme indiqué dans la grille d'évaluation de leur état de conservation les zones «homogènes» suivantes

MPCA1 : ZONE 1 (Toiture) : Plaques ondulées - Plaques en fibres-ciment

MPCA2 : ZONE 2 (Abri bois 0 RDC) : Plaques ondulées - Plaques en fibres-ciment

Au regard de la recommandation EP obtenue dans la grille d'évaluation vous êtes dans l'obligation de :

Faire réaliser une **évaluation périodique de l'état de conservation** des matériaux ou produits contenant de l'amiante listés ci-dessus.

Cette évaluation périodique consiste à :

- contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

MPCA LISTE B RECOMMANDATION AC1

| | |
|--|------------------------------|
| Ont été classées au sens de la réglementation en «MPCA Liste B recommandation AC1» comme indiqué dans la grille d'évaluation de leur état de conservation les zones «homogènes» suivantes | Mesures de protection |
| Néant | |

Au regard de la recommandation AC1 obtenue dans la grille d'évaluation vous êtes dans l'obligation de :

Prendre les mesures de protection ci-dessus dans l'attente de procéder à la mise en œuvre des actions correctives de premier niveau des matériaux ou produits contenant de l'amiante listés ci-dessus.

Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

MPCA LISTE B RECOMMANDATION AC2

| | |
|--|-------------------------------|
| Ont été classées au sens de la réglementation en «MPCA Liste B recommandation AC2» comme indiqué dans la grille d'évaluation de leur état de conservation les zones «homogènes» suivantes | Mesures conservatoires |
| Néant | |

Au regard de la recommandation AC2 obtenue dans la grille d'évaluation vous êtes dans l'obligation de :

Prendre les mesures de conservatoires ci-dessus dans l'attente de procéder à la mise en œuvre des actions correctives de second niveau des matériaux ou produits contenant de l'amiante listés ci-dessus.

Cette action corrective de second niveau consiste à :

- prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

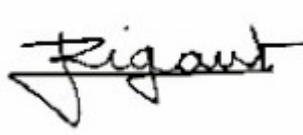
12. MESURES IMMINENTES Dans le cas où l'ouvrage ou certains éléments présentent un risque imminent ou à court terme.

| | |
|--|--|
| Ouvrages, locaux, zones, éléments, appareils... concernés par la mesure | Tierce(s) constatation(s) et mesure(s) imminente(s) pouvant en découler : |
| Sans objet | |

13. DEVOIRS DE CONSEILS Le devoir de conseil peut porter sur toute remarque ou observation n'entrant pas dans l'objet de la présente mission, mais mise en évidence par un simple coup d'œil du Technicien en Diagnostic Immobilier dès lors qu'elle entre dans un des ses champs de compétences.

| | |
|--|---|
| Ouvrages, locaux, zones, éléments, appareils... concernés | Tierce(s) constatation(s) et conseil(s), recommandation(s) pouvant en découler : |
| Néant | |

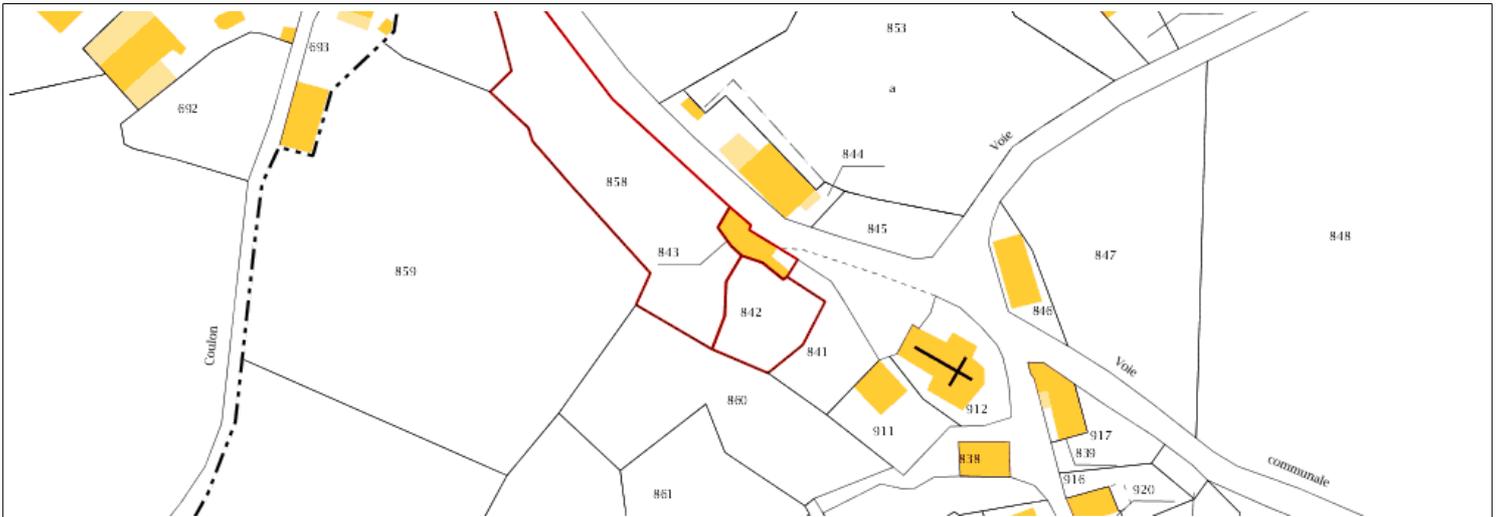
DATE ET SIGNATURE

| | |
|---|---|
| <p style="text-align: center;">Dates de visite et d'établissement de l'état</p> <p>Visite effectuée le 13/05/2015 Fait à VILLEFRANCHE DE ROUERGUE le 13/05/2015 Nom : M. RIGAUT Prénom : Jean-Michel</p> | SIGNATURE DU TECHNICIEN |
| <p>Nota 1 (article L271-6 du CCH) <u>Le diagnostiqueur immobilier déclare :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir son rapport de mission. - avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. - que le présent rapport est établi par lui même présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. |  |

PLAN DE SITUATION



CADASTRE

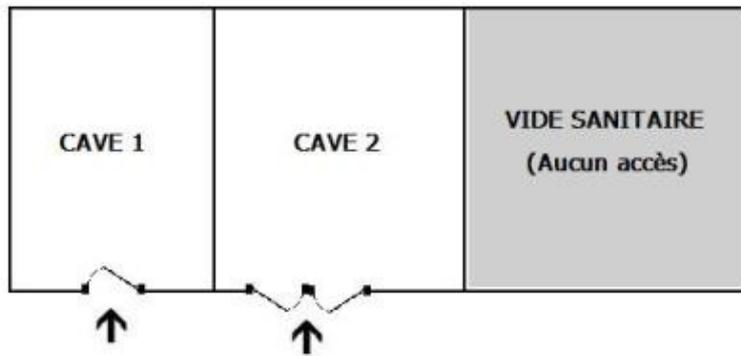


Section : B Parcelle : 842, 843

CROQUIS DE REPERAGE

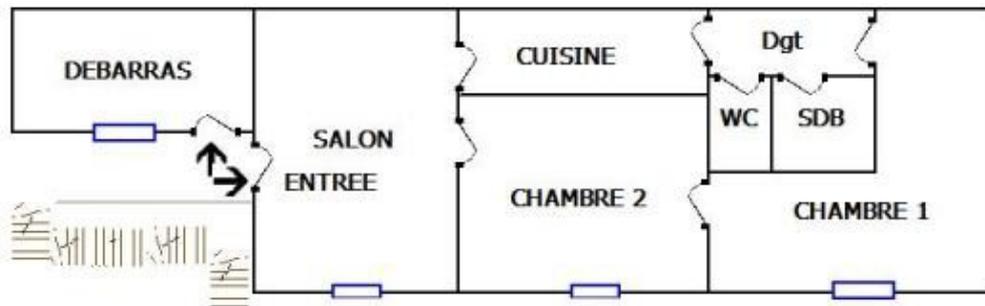
RDC

MAISON D'HABITATION



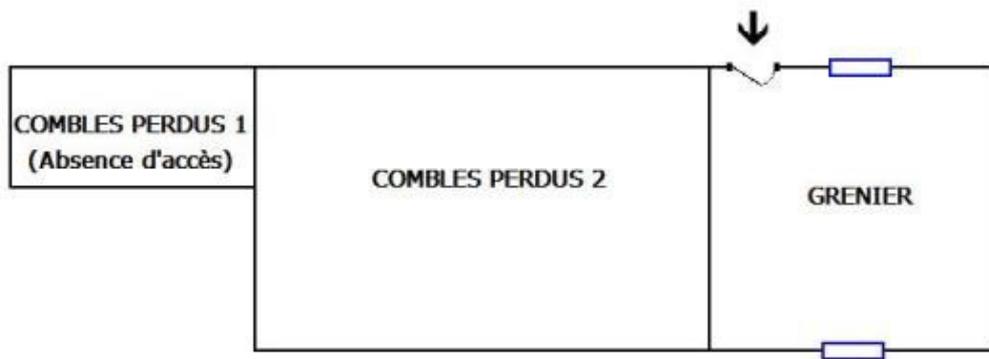
R+1

MAISON D'HABITATION



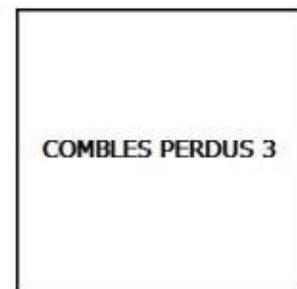
R+2

MAISON D'HABITATION

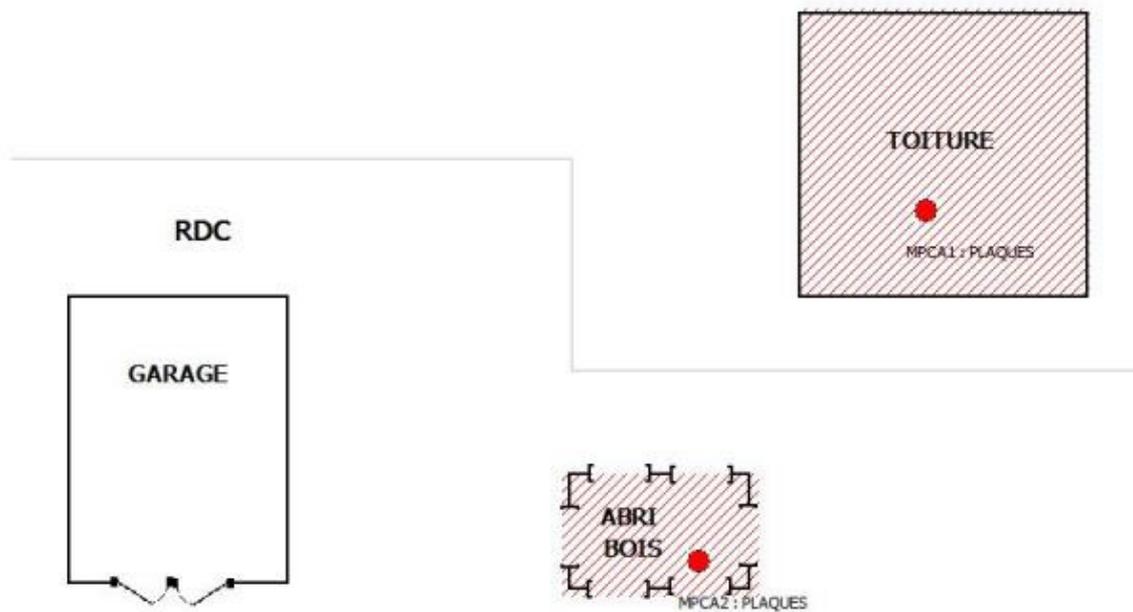


R+3

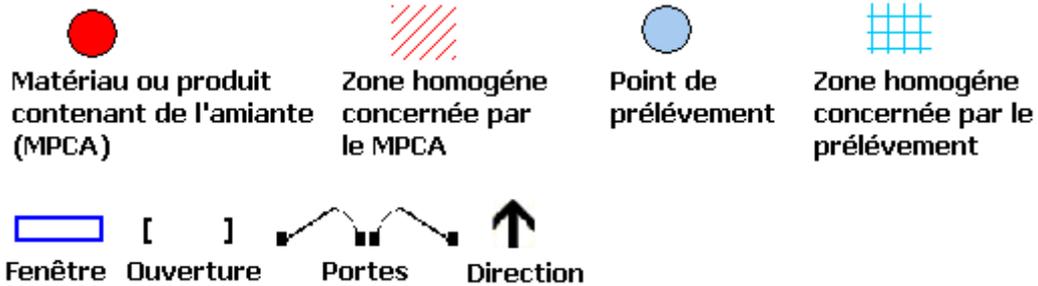
MAISON D'HABITATION



MAISON D'HABITATION



Légende



Grille d'évaluation pour ZONE 1 (Toiture) :Plaques ondulées - Plaques en fibres-ciment

| | |
|---|--|
| N° de dossier : 20150513CAMPERGUE | Technicien en Diagnostic Immobilier ayant établi la présente : M. RIGAUT Jean-Michel Certification N° : 13-1236 valide jusqu'au : 28/04/2018 |
| Date du contrôle : 13/05/2015 | Société : V.F. Expertises 3, rue des Peupliers 12200 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE Tél. : 05 81 24 00 80 |
| Bâtiment : MAISON D'HABITATION Le Bourg 46210 SAINT HILAIRE | |
| Pièce ou zone homogène : ZONE 1 (Toiture) :Plaques ondulées - Plaques en fibres-ciment | |
| Destination déclarée du local : Toiture/ | |

| En fonction du résultat du diagnostic | Caractéristique de la protection |
|---|--|
| <p>Si recommandation = EP : <i>Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux ou produits</i></p> | <p>Étanche <input type="checkbox"/> recommandation : EP</p> |
| <p>Si recommandation = AC1 : <i>Faire réaliser une action corrective de premier niveau. Cette action consiste à la remise en état, au remplacement, au recouvrement ou à la protection des matériaux ou produits</i></p> | <p>Non étanche OU Absence de protection <input checked="" type="checkbox"/> (voir résultat ci-dessous)</p> |
| <p>Si recommandation = AC2 : <i>Faire réaliser une action corrective de second niveau. Cette action consiste à prendre des mesures conservatoires appropriées telles qu'à adapter ou condamner l'usage des locaux concernés. A réaliser une mesure d'empoussièrement durant la période des mesures conservatoires.</i></p> | |

Tableau des critères utilisés dans la grille de diagnostic :

| MPCA LISTE B |
|---|
| <p>État de dégradation Matériau ou produit non dégradé (ND) Matériau ou produit dégradé (D)</p> |
| <p>Étendue de la dégradation Ponctuelle (P) Généralisée (G)</p> |
| <p>Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit Risque de dégradation faible ou à terme (RDFT) Risque de dégradation rapide (RDR) Risque faible d'extension de la dégradation (RFED) Risque d'extension à terme de la dégradation (RETD) Risque d'extension rapide de la dégradation (RERD)</p> |

| État de dégradation | Étendue de la dégradation | Risque de dégradation | Recommandation |
|--|--|--|----------------|
| | | RDFT <input checked="" type="checkbox"/> | EP |
| Matériau ou produit non dégradé (ND) <input checked="" type="checkbox"/> | | | |
| | | RDR <input type="checkbox"/> | AC1 |
| | | RFED <input type="checkbox"/> | EP |
| | Ponctuelle (P) <input type="checkbox"/> | RETD <input type="checkbox"/> | AC1 |
| Matériau ou produit dégradé (D) <input type="checkbox"/> | | RERD <input type="checkbox"/> | AC2 |
| | Généralisée (G) <input type="checkbox"/> | | AC2 |

Grille d'évaluation pour ZONE 2 (Abri bois) :Plaques ondulées - Plaques en fibres-ciment

| | |
|---|--|
| N° de dossier : 20150513CAMPERGUE | Technicien en Diagnostic Immobilier ayant établi la présente : M. RIGAUT Jean-Michel Certification N° : 13-1236 valide jusqu'au : 28/04/2018 |
| Date du contrôle : 13/05/2015 | Société : V.F. Expertises 3, rue des Peupliers 12200 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE Tél. : 05 81 24 00 80 |
| Bâtiment : ABRI BOIS Le Bourg 46210 SAINT HILAIRE | |
| Pièce ou zone homogène : ZONE 2 (Abri bois) :Plaques ondulées - Plaques en fibres-ciment | |
| Destination déclarée du local : Abri bois/0 RDC | |

| En fonction du résultat du diagnostic | Caractéristique de la protection | |
|---|----------------------------------|--|
| Si recommandation = EP : Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux ou produits | Étanche | <input type="checkbox"/> recommandation : EP |
| Si recommandation = AC1 : Faire réaliser une action corrective de premier niveau. Cette action consiste à la remise en état, au remplacement, au recouvrement ou à la protection des matériaux ou produits | Non étanche OU | |
| Si recommandation = AC2 : Faire réaliser une action corrective de second niveau. Cette action consiste à prendre des mesures conservatoires appropriées telles qu'à adapter ou condamner l'usage des locaux concernés. A réaliser une mesure d'empoussièrement durant la période des mesures conservatoires. | Absence de protection | <input checked="" type="checkbox"/> (voir résultat ci-dessous) |

Tableau des critères utilisés dans la grille de diagnostic :

| MPCA LISTE B |
|--|
| État de dégradation Matériau ou produit non dégradé (ND) Matériau ou produit dégradé (D) |
| Étendue de la dégradation Ponctuelle (P) Généralisée (G) |
| Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit Risque de dégradation faible ou à terme (RDFT) Risque de dégradation rapide (RDR) Risque faible d'extension de la dégradation (RFED) Risque d'extension à terme de la dégradation (RETD) Risque d'extension rapide de la dégradation (RERD) |

| État de dégradation | Étendue de la dégradation | Risque de dégradation | Recommandation |
|--|--|--|----------------|
| | | RDFT <input checked="" type="checkbox"/> | EP |
| Matériau ou produit non dégradé (ND) <input checked="" type="checkbox"/> | | | |
| | | RDR <input type="checkbox"/> | AC1 |
| | | RFED <input type="checkbox"/> | EP |
| | Ponctuelle (P) <input type="checkbox"/> | RETD <input type="checkbox"/> | AC1 |
| Matériau ou produit dégradé (D) <input type="checkbox"/> | | RERD <input type="checkbox"/> | AC2 |
| | Généralisée (G) <input type="checkbox"/> | | AC2 |

ACCUSE DE RECEPTION

Je soussigné,

Nom, Prénom : **M. CAMPERGUE René**

Propriétaire ou exploitant du bien contrôlé

Déclare accuser réception du document suivant :

***RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE POUR L'ETABLISSEMENT DU CONSTAT ETABLI A
L'OCCASION DE LA VENTE D'UN IMMEUBLE BATI***

Mission : 20150513CAMPERGUE

N° Dossier : AMIANTE-20150513CAMPERGUE

En date du : 13/05/2015

Dont l'auteur est l'opérateur de repérage suivant :

Nom, prénom : **M. RIGAUT Jean-Michel**

Portant sur l'immeuble bâti ou la partie privative suivante :

Type : Habitation (maison individuelle)

Adresse : Le Bourg 46210 SAINT HILAIRE

Lieu : VILLEFRANCHE DE ROUERGUE

Date : 13/05/2015

Signature :

ÉTAT RELATIF A LA PRÉSENCE DE TERMITES DANS LE BÂTIMENT

- Arrêté du 29 mars 2007 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012
- Norme NF P03-201 de mars 2012

| | | | |
|---------------------|---------------------------|-------------------------------------|------------|
| N° Dossier : | TERMITE-20150513CAMPERGUE | Date de visite : | 13/05/2015 |
| Durée : | 1h30 | Date d'émission du rapport : | 13/05/2015 |

CONCLUSIONS SOMMAIRES

| | |
|---|--|
| Absence d'indices d'infestation de termites souterrain | Absence d'indices d'infestation de termites de bois sec |
|---|--|

A. LOCALISATION ET DÉSIGNATION DU (OU DES) BÂTIMENTS

Adresse : Le Bourg 46210 SAINT HILAIRE
Département : LOT
Bâtiment : Maison d'habitation de type 3 sur 3 niveaux et dépendances
Références cadastrales : Section : B
 Parcelle : 842, 843

Situation du lieu de constat au regard de l'existence ou non d'un arrêté préfectoral : **situé dans une zone susceptible d'être contaminée à court terme**

Année de construction : Non communiquée

Antériorité d'un traitement :
 A la question «A-t-il été réalisé un traitement particulier contre certains agents de dégradation biologique des bois ?»
 le propriétaire m'a répondu : Ignorer si un traitement a été effectué.
 Qu'aucun traitement contre une altération biologique des bois n'a été réalisé.
 Qu'un traitement a été réalisé contre les altérations biologiques des bois, notamment :

Désignation du (ou des) bâtiments(s) : Habitation (maison individuelle)

Collectif d'habitation Partie privative : Parties communes :

Nature de l'immeuble :

Foncier (Immeuble à bâtir vierge de toute construction) : Maison individuelle : à usage exclusif d'habitation ne comportant qu'un seul logement ne faisant pas partie d'une copropriété Autre (tertiaire, bâtiment agricole,...)

B. DÉSIGNATION DU CLIENT

| Nom, Prénom | Coordonnées | Agissant en qualité de | Présent lors de la visite |
|-------------------|--|------------------------|---------------------------|
| M. CAMPERGUE René | 59 Avenue Paul Ramadier 12300 DECAZEVILLE | Donneur d'ordre | Oui |
| M. CAMPERGUE René | 59 Avenue Paul Ramadier 12300 DECAZEVILLE | Propriétaire | Oui |

C. DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE DIAGNOSTIC

Je soussigné, Prénom : Jean-Michel Nom : RIGAUT

Déclare, ce jour, détenir la certification de compétence délivrée par : CERTIFI pour le domaine : « Terme »

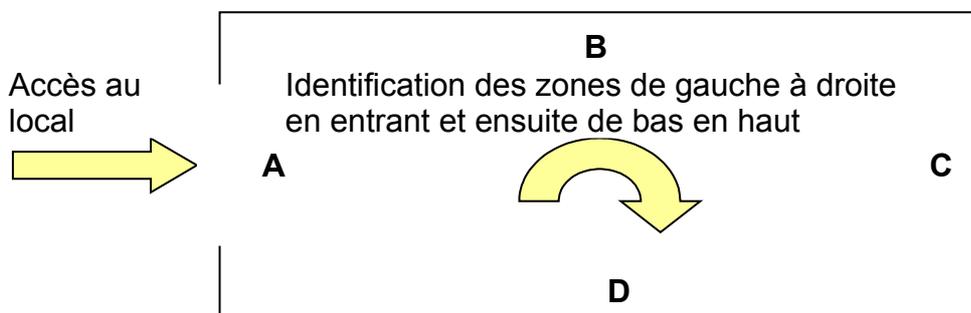
Certification N° : 13-1236 valide jusqu'au : 28/04/2018

Cette information est vérifiable auprès de : CERTIFI 37 route de Paris, 31140 AUCAMVILLE - Tél. 05 61 377 377 - Site internet : « www.certifi.fr » (sur le site CERTIFI, consulter la rubrique « Liste des certifiés »).

| | | | |
|--|--|---------------------------------|---|
| Nom, prénom : | M. RIGAUT Jean-Michel | Nom de l'entreprise : | V.F. Expertises |
| SIRET : | 527 952 83200014 | Adresse : | 3, rue des Peupliers 12200 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE |
| Désignation de la compagnie d'assurance : | AXA | N° de police : | 6065357204 |
| Coordonnées : | 9, Place Benoît Crépu BP 5004 69245 LYON cedex 05 | Date de validité de la police : | 01/01/2016 |
| Pièces jointe : | Copie des attestations d'assurance et de compétences en annexe | | |
| Certification de compétence délivrée par : | CERTIFI | Obtenu le : | 29/04/2013 |
| | | A consulter sur : | www.certifi.fr |

D. IDENTIFICATIONS DES BÂTIMENTS ET DES PARTIES DE BÂTIMENTS VISITÉS ET DES ÉLÉMENTS INFESTÉS OU AYANT ÉTÉ INFESTÉS PAR LES TERMITES ET CEUX QUI NE LE SONT PAS

Afin de faciliter la localisation des pathologies, l'auteur du constat divise chaque local (pièce) en plusieurs zones, auxquelles il attribue arbitrairement une lettre (A, B, C, D...). Ces zones correspondent généralement aux différentes faces verticales du local (pièce), telles que murs, et horizontales telles que plancher bas ou plancher haut.



| BÂTIMENTS et parties de bâtiments visités (1) | OUVRAGES, parties d'ouvrages et éléments examinés (2) | RÉSULTAT du diagnostic d'infestation (3) * | |
|---|---|---|---|
| MAISON D'HABITATION : | | | |
| 0 RDC : | | | |
| Cave 1 | Murs | Mur(A) pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(B) pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(C) pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(D) pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher bas | Sol 1(SOL) terre, tout venant | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) solivage bois et plancher bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Murs | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Porte1 Ouvrant (B-extérieur)(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Cave 2 | Murs | Mur(A) pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(B) pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(C) pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(D) pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher bas | Sol 1(SOL) terre, tout venant | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) solivage bois et plancher bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Murs | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Porte1 Ouvrant (B-extérieur)(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| 1er Etage : | | | |
| Entrée salon | Murs | Mur(A) pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(B) pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |

| | | | |
|------------|---------------|---|---|
| | | Mur(C) pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(D) pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Plinthe(ABCD) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) solivage bois et plancher bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Murs | Porte1 Cadre(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (B-extérieur)(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Cadre(C) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(C) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte2 Cadre(C) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte2 Ouvrant (A-intérieur)(C) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Cadre(D) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur)(D) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur)(D) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Volets(D) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Cuisine | Murs | Mur(A) pierre enduit (*), isolant, peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(B) pierre enduit (*), isolant, peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(C) pierre enduit (*), isolant, peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(D) pierre enduit (*), isolant, peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher bas | Sol(SOL) dalle béton peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) solivage bois et plancher bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Murs | Porte1 Cadre(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Cadre(C) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(C) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Dégagement | Murs | Mur(A) bloc de béton creux - parpaing, pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(B) bloc de béton creux - parpaing, pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(C) bloc de béton creux - parpaing, pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(D) bloc de béton creux - parpaing, pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) avec ou sans remplissage lambris pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Murs | Porte1 Cadre(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Cadre(C) bois vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(C) bois vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Cadre(D) bois vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(D) bois vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte2 Cadre(D) bois vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte2 Ouvrant (A-intérieur)(D) bois vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Toilettes | Murs | Mur(A) brique (creuse, pleine), pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(B) brique (creuse, pleine), pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(C) brique (creuse, pleine), pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(D) brique (creuse, pleine), pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |

| | | | |
|----------------|---------------|--|---|
| | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) avec ou sans remplissage lambris pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Murs | Porte1 Cadre(A) bois vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Salle de bains | Murs | Mur(A) brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(B) brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(C) brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(D) brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) avec ou sans remplissage lambris pvc | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Murs | Porte1 Cadre(A) bois vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Chambre 1 | Murs | Mur(A) bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(B) bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(C) bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(D) bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(E) bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(F) bloc de béton creux - parpaing, brique (creuse, pleine) plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) avec ou sans remplissage lambris (bois ou médium revêtu) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Murs | Porte1 Cadre(A) bois vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Cadre(E) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(E) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Cadre(D) bois peinture, vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur)(D) bois peinture, vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur)(D) bois peinture, vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Volets(D) bois peinture, vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Chambre 2 | Murs | Mur(A) pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(B) pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(C) pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(D) pierre plâtre + revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Plinthe(ABCD) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) solivage bois et plancher bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Murs | Porte1 Cadre(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Cadre(C) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(C) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Cadre(B) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur)(B) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur)(B) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Volets(B) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Débarras | Murs | Mur(A) pierre enduit (*), peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(B) pierre enduit (*), peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(C) pierre enduit (*), peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | Mur(D) pierre enduit (*), peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage revêtement (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) avec ou sans remplissage lambris (bois ou médium revêtu) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Murs | Porte1 Cadre(A) bois vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (B-extérieur)(A) bois vernis | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Cadre(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur)(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Volets(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| 2ème Etage : | | | |
| Combles perdus 2 | Murs | Mur(A) pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(B) pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(C) pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(D) pierre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage isolant | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Plancher haut | Charpente Charpente et chevrons bois(PLAFOND) couverture (onduline, fibres-ciment, postérieur à 1997 [sur les dîres du do]) | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Grenier | Murs | Mur(A) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(B) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(C) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(D) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage plaque de bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher haut | Plafond(PLAFOND) plaque de bois, solivage bois et plancher bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Murs | Porte1 Cadre(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte1 Ouvrant (B-extérieur)(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Cadre(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur)(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur)(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Volets(A) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Cadre(C) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Fenêtre1 Ouvrant (A-intérieur)(C) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Fenêtre1 Ouvrant (B-extérieur)(C) bois peinture | | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Fenêtre1 Volets(C) bois peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | | |
| Combles : | | | |
| Combles perdus 3 | Murs | Mur(A) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(B) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(C) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Mur(D) bloc de béton creux - parpaing enduit (*) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher bas | Sol(SOL) avec ou sans remplissage plaque de bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Plancher haut | Charpente Charpente et chevrons bois(PLAFOND) lambris bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| GARAGE : | | | |
| 0 RDC : | | | |
| Garage | Murs | Mur(ABCD) bloc de béton creux - parpaing | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher bas | Sol(SOL) dalle béton | Absence d'indices d'infestation de termites |

| | | | |
|--------------------|---------------|---|---|
| | Plancher haut | Charpente Charpente métal(PLAFOND) couverture (bac acier/métal) | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Murs | Porte-garage/portail Ouvrant (extérieur)(A) métal peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | | Porte-garage/portail Ouvrant (intérieur)(A) métal peinture | Absence d'indices d'infestation de termites |
| ABRI BOIS : | | | |
| 0 RDC : | | | |
| Abri bois | Murs | Mur(ABCD) (bardage/colombage) bois | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher bas | Sol 1(SOL) terre | Absence d'indices d'infestation de termites |
| | Plancher haut | Charpente Charpente et chevrons bois(PLAFOND) couverture (fibrociment avant 1997) | Absence d'indices d'infestation de termites |

- (1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.
- (2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes...
- (3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.
- (4) Absence d'indice = absence d'indice d'infestation de termites

NB : (*) - Enduit : (plâtre, crépis, chaux) // (*) - Revêtement : (linoléum, lé de sol, moquettes)
Toiture RAS : Toiture en Ardoise, ou en tuile (canal, plate, mécanique), ou Bac Acier.

E. IDENTIFICATION DES PARTIES DU BÂTIMENT N'AYANT PU ÊTRE VISITÉES ET JUSTIFICATION

F. IDENTIFICATION DES OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES ET ÉLÉMENTS QUI N'ONT PAS ÉTÉ EXAMINÉS ET JUSTIFICATION

A la question « Y-a-t-il d'autres lots, pièces, locaux autres que ceux listés dans le rapport ? », le propriétaire ou son représentant m'a répondu que non.

| Bâtiments ou parties de bâtiments, locaux ou parties de locaux non visités et des éléments n'ayant pu être examinés | Justifications |
|---|--|
| Exclusions générales | Sont exclus de la mission : les pièces bois non visibles, les pièces bois en comble sous rampant, les pièces bois masquées par des cloisons, des isolants, des moquettes, des revêtement, du mobilier, les pièces de bois situées à une hauteur > à 3.80m sans moyens sécurisés |
| COMBLES PERDUS 1 & VIDE SANITAIRE | Absence d'accès |

★ **Le propriétaire n'a pu libérer les zones occupées par du mobilier et objets divers le jour de notre diagnostic.**

CONSEQUENCES ENCOURUES PAR LE PROPRIÉTAIRE SUR LES BÂTIMENTS OU PARTIES DU BÂTIMENT (OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES ET ÉLÉMENTS) N'AYANT PU ÊTRE VISITÉES

Nous vous rappelons que sur les bâtiments et les parties du bâtiments listées ci-dessus, dans le cas de présence de termites constatées ultérieurement, notre responsabilité ne saurait être recherchée, contrairement à celle du propriétaire.
Il en est de même pour tout devoir de conseil que nous aurions pu apporter sur ces parties.

Cependant nous nous tenons à la disposition du propriétaire, pour à sa requête expresse, contrôler les parties du bien n'ayant pu être visitées. Dans cette hypothèse, il devra mettre à notre disposition, tout accès ou autorisations nécessaires *.

**en sus du coût initial seront facturés les frais de déplacement (indemnité kilométrique + temps de trajet).*

Dans le cadre du périmètre de ma mission, en dehors des bâtiments ou parties du bâtiment que j'ai visitées et celles listées dans les paragraphes E et F du présent rapport, à la question :

- « **EN EXISTE-T-IL D'AUTRES ?** », LE PROPRIÉTAIRE OU SON REPRÉSENTANT M'A RÉPONDU QUE NON.

G. MOYENS D'INVESTIGATION UTILISÉS

Nos Moyens Propres (qui sont de notre ressort) :

Moyens d'investigation ou de réalisation utilisés pour la mission (visuels, sonores, tactiles) :

- lampe 6 ou 12 volts avec accus rechargeables,
- poinçon sonde métallique, pic à souche, massette, burin, ciseau à bois,
- aspire-termite à dépression buccale, loupe éclairante grossissante 10 fois,
- combinaison jetable type 5, masque P3, gants,
- boîte - loupe, tube de prélèvement,
- échelle pliante (3,80 m déployée), logiciel IMHOTEP III

Moyens Complémentaires (qui ne sont pas de notre ressort et que nous avons demandés au donneur d'ordre) et que ce dernier a mis à notre disposition :

H. CONSTATATIONS DIVERSES

| Bâtiment et parties de bâtiments visités | Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés | Constatations diverses |
|--|---|------------------------|
| | | |

NOTE : Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précises. Si le donneur d'ordre le souhaite il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF P 03-200.

MENTIONS OBLIGATOIRES

Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termite dans le bâtiment. Selon Norme NF P03-201 de mars 2012

L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de résistance mécanique des bois et matériaux.

Le signalement des insectes à larves xylophages lors du présent rapport n'est pas une obligation.

Ce signalement fait normalement partie d'un autre diagnostic supplémentaire (état relatif à la présence d'insectes à larves xylophages ou état parasites) qui n'est pas un document obligatoire lors des ventes. Le signalement ou pas des insectes à larves xylophages reste à l'appréciation du diagnostiqueur.

CATÉGORIE DE TERMITES MIS EN CAUSE

- Terme souterrain
- Terme de bois sec
- Terme arboricole

MESURES IMMINENTES Dans le cas où l'ouvrage ou certains éléments présentent un risque imminent ou à court terme.

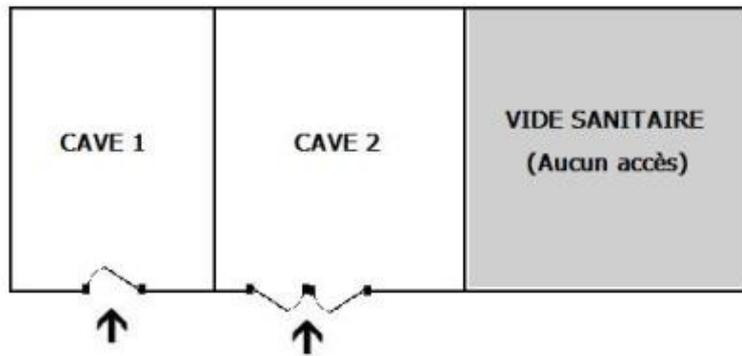
| Ouvrages, locaux, zones, éléments, appareils... concernés par la mesure | Tierce(s) constatation(s) et mesure(s) imminente(s) pouvant en découler : |
|---|---|
| | Sans objet |

DEVOIRS DE CONSEILS Le devoir de conseil peut porter sur toute remarque ou observation n'entrant pas dans l'objet de la présente mission, mais mise en évidence par un simple coup d'œil du Technicien en Diagnostic Immobilier dès lors qu'elle entre dans un des ses champs de compétences.

| Ouvrages, locaux, zones, éléments, appareils... concernés | Tierce(s) constatation(s) et conseil(s), recommandation(s) pouvant en découler : |
|---|--|
| Ensemble du bâti | Traces et/ou séquelles d'altération biologique des bois par insectes à larves xylophages (capricorne des maisons, vrillettes, lyctus). |

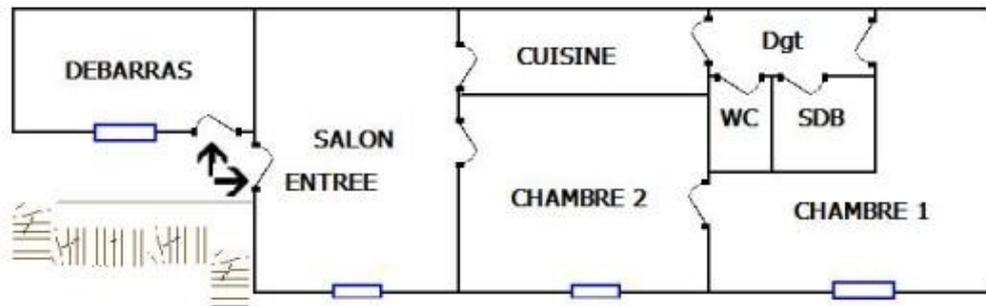
RDC

MAISON D'HABITATION



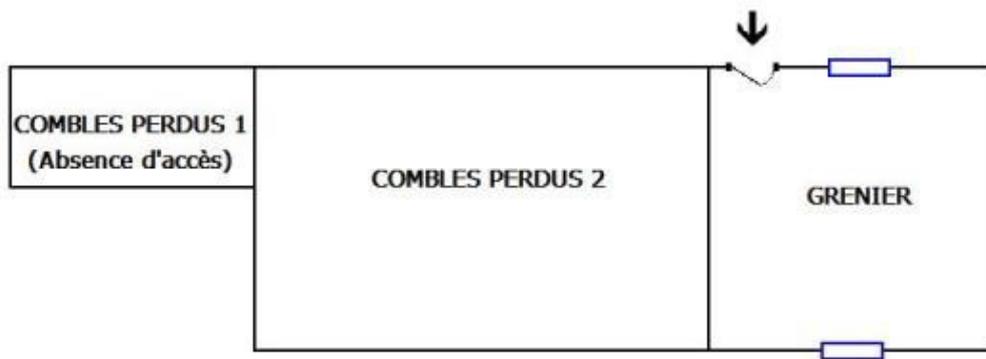
R+1

MAISON D'HABITATION



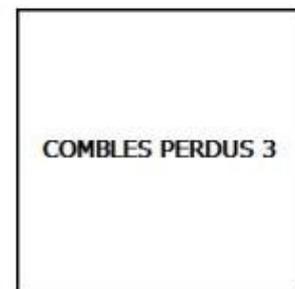
R+2

MAISON D'HABITATION



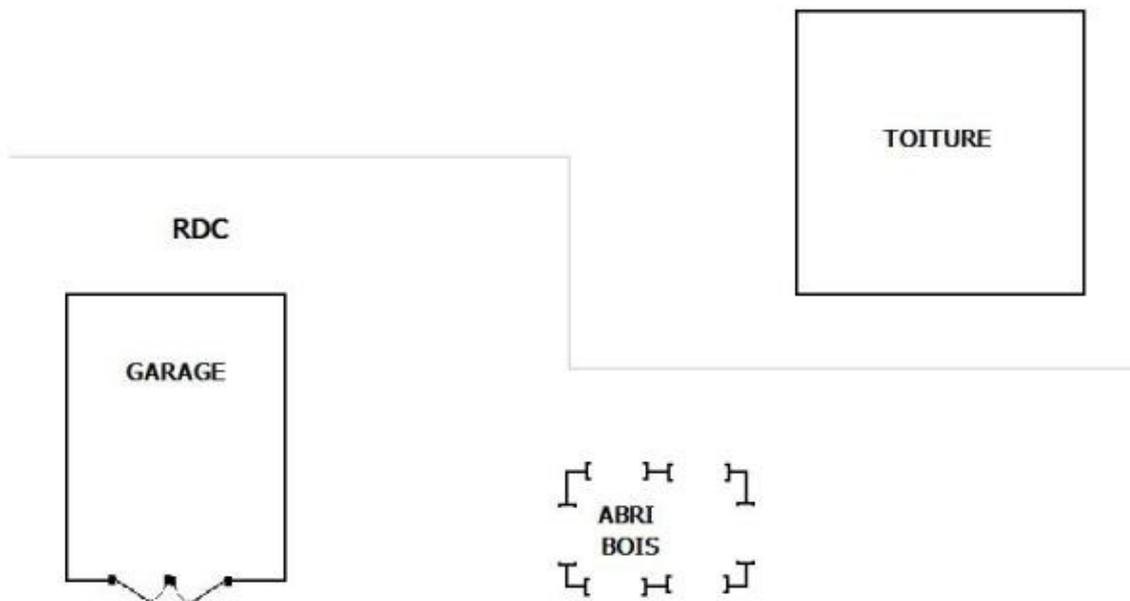
R+3

MAISON D'HABITATION



R+4

MAISON D'HABITATION



Légendes



Escalier



Fenêtre



Ouverture



Portes



Termite



Champignon
lignivore



Insecte à larves
xylophages

DATE DE VISITE ET D'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉTAT

Visite effectuée le : 13/05/2015
Fait à : VILLEFRANCHE DE ROUERGUE le 13/05/2015
Nom : M. RIGAUT Prénom : Jean-Michel

SIGNATURE DU TECHNICIEN

Nota 1 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L 133-4 et R133-3 du CCH..

Nota 2 (article L271-6 du CCH): Le diagnostiqueur immobilier déclare :

- n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir son rapport de mission.
- avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions.

que le présent rapport est établi par lui-même présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés.

Nota 3 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par CERTIFI 37 route de Paris, 31140 AUCAMVILLE

ÉTAT DE L'INSTALLATION INTÉRIEURE ÉLECTRICITÉ (INSTALLATION DE PLUS DE 15 ANS)

- **Norme XP C16 – 600 2011-02 de février 2011**
- **Arrêté du 4 avril 2011 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2008 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation**

N° Dossier : ELECTRICITE-20150513CAMPERGUE Date de visite : 13/05/2015
Date de la commande : 06/05/2015 Date d'émission du rapport : 13/05/2015

A. DÉSIGNATION DU OU DES IMMEUBLES BÂTI(S)

Département : LOT
Adresse : Le Bourg
Commune : 46210 SAINT HILAIRE

Référence cadastrale : Section : B
Parcelle : 842, 843

Désignation et situation du lot de (co)propriété : Maison d'habitation de type 3 sur 3 niveaux et dépendances

Type d'immeuble : Appartement Maison individuelle

Année de construction : Non communiquée

Distributeur d'électricité : EDF Année de l'installation électrique : Non communiqué

B. IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

Nom : M. CAMPERGUE Prénom : René
Adresse : 59 Avenue Paul Ramadier - 12300- DECAZEVILLE
Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : Donneur d'ordre

C. IDENTIFICATION DE L'OPÉRATEUR

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : CERTIFI 37 route de Paris, 31140 AUCAMVILLE.
Je soussigné, Prénom : Jean-Michel Nom : RIGAUT
Déclare, ce jour, détenir la certification de compétence délivrée par : CERTIFI pour le domaine : « Electricité »
Certification N° : 13-1236 valide jusqu'au : 17/04/2018
Cette information est vérifiable auprès de : CERTIFI 37 route de Paris, 31140 AUCAMVILLE - Tél. 05 61 377 377 - Site internet : « www.certifi.fr »
(sur le site CERTIFI, consulter la rubrique « Liste des certifiés »).

| | | | |
|--|--|---------------------------------|---|
| Nom, prénom : | M. RIGAUT Jean-Michel | Nom de l'entreprise : | V.F. Expertises |
| SIRET : | 527 952 83200014 | Adresse : | 3, rue des Peupliers 12200 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE |
| Désignation de la compagnie d'assurance : | AXA | N° de police : | 6065357204 |
| Coordonnées : | 9, Place Benoît Crépu BP 5004 69245 LYON cedex 05 | Date de validité de la police : | 01/01/2016 |
| Pièces jointe : | Copie des attestations d'assurance et de compétences en annexe | | |
| Certification de compétence délivré par : | CERTIFI | Obtenu le : | 18/04/2013 |
| | | A consulter sur : | www.certifi.fr |
| Norme méthodologique ou spécification technique utilisée : | Norme XP C16 – 600 2011-02 de février 2011 | | |

D. LIMITES DU DOMAINE D'APPLICATION DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic porte uniquement sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation.

Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure.

L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles, visitables de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue, sans déplacement de meubles ni démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles : des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier), non visibles ou non démontables ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;

- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;

- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

E. SYNTHÈSE DE L'ÉTAT DE L'INSTALLATION INTÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ

L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.

■ L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt) :

Les anomalies constatées concernent :

L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité.

La protection différentielle à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.

■ La prise de terre et l'installation de mise à la terre.

■ La protection contre les surintensités adaptée à la section des conducteurs, sur chaque circuit.

■ La liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.

Les règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche.

■ Des matériels électriques présentant des risques de contact direct.

■ Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

■ Des conducteurs non protégés mécaniquement.

Des appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou des appareils d'utilisation situés dans la partie privative et alimentés depuis les parties communes.

La piscine privée.

L'installation intérieure d'électricité n'était pas alimentée lors du diagnostic. Les vérifications de fonctionnement du ou des dispositifs de protection à courant différentiel résiduel n'ont pu être effectuées.

■ Constatations diverses : (références et libellés des constatations diverses selon l'Annexe E) de la norme XP C 16-600).

E.1 - Installations ou parties d'installation non couvertes :

Les installations ou parties de l'installation cochées ou mentionnées ci-après ne sont pas couvertes par le présent diagnostic, conformément à la norme XP C 16-600 :

installation ou partie d'installation consacrée à la production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection : *préciser le type de production (photovoltaïque, éolien, etc.)*

poste de livraison alimenté par un réseau de distribution publique à haute tension (installations haute et basse tension situées dans le poste de livraison)

installation ou partie d'installation soumise à d'autres réglementations (code du travail, établissement recevant du public, etc.) : *préciser les locaux concernés et le type d'exploitation.*

le logement étant situé dans un immeuble collectif d'habitation :

installation de mise à la terre située dans les parties communes de l'immeuble collectif d'habitation (prise de terre, conducteur de terre, borne ou barrette principale de terre, liaison équipotentielle principale, conducteur principal de protection et la ou les dérivation(s) éventuelle(s) de terre situées en parties communes de l'immeuble d'habitation) : existence

le ou les dispositifs différentiels : adéquation entre la valeur de la résistance de la prise de terre et le courant différentiel-résiduel assigné (sensibilité)

parties d'installation électrique situées dans les parties communes alimentant les appareils d'utilisation placés dans la partie privative : état, existence de l'ensemble des mesures de protection contre les contacts indirects et surintensités appropriées

les circuits de communication, de signalisation et de commande alimentés en très basse tension de sécurité (TBTS) sous une tension ≤ 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu sauf pour les piscines et les locaux contenant une baignoire ou une douche.

E.2 - Points de contrôle du diagnostic n'ayant pu être vérifiés :

| N° article (1) | Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés selon norme XP C 16-600 – Annexe C | Motifs(2) |
|----------------|--|-------------|
| B3.3.1 a | Présence d'une prise de terre | Non visible |

(1) Références des numéros d'article selon norme XP C 16-600 2011-02 – Annexe C

(2) Les motifs peuvent être, si c'est le cas :

- « Le tableau électrique est manifestement ancien : son capot, s'il est démonté, risque de ne pouvoir être remonté sans dommage. » ;
- « Les supports sur lesquels sont fixés directement les dispositifs de protection ne sont pas à démonter dans le cadre du présent diagnostic : de ce fait, la section et l'état des conducteurs n'ont pu être vérifiés » ;
- « L'installation n'était pas alimentée en électricité le jour de la visite » ;
- toute autre mention, adaptée à l'installation, décrivant la ou les impossibilités de procéder au(x) contrôle(s) concerné(s).

E.3 - Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

« Il y a une étiquette sur le tableau électrique qui indique l'absence de prise terre. Il y a donc présomption de l'absence de cette dernière dans l'immeuble » ;

« Il a été détecté une tension supérieure à 50 V sur le conducteur neutre lors de l'identification du ou des conducteurs de phase » ;

« L'installation électrique, placée en amont du disjoncteur de branchement et dans la partie privative, présente des parties actives sous tension accessibles. » ;

« L'installation électrique, placée en amont du disjoncteur de branchement et dans la partie privative, présente un (ou des) conducteur(s) non protégé(s) par des conduits ou goulottes » ;

« Appareils d'utilisation situés dans des parties privatives et alimentés depuis les parties communes ». Préciser la nature et la localisation des appareils d'utilisation concernés et ajouter la (ou les) formule(s) appropriée(s) :

« Ces appareils sont alimentés en basse tension, mais le matériel de classe I n'est pas relié à la terre » ;

« Ces appareils ne sont pas alimentés en très basse tension de sécurité et sont alimentés par un (des) circuit(s) ne disposant pas de dispositif de commande et de sectionnement placé dans le logement » ;

« Ces appareils ne sont pas alimentés en très basse tension de sécurité et des matériels comportent des parties actives accessibles » ;

« Ces appareils sont alimentés en Très Basse Tension, mais la nature de la source (Très Basse Tension de Sécurité) n'a pas pu être identifiée ».

« Il a été repéré des points d'éclairage situés au plafond, munis de dispositifs de connexion (bornes, type « dominos », etc.) ou douilles et en attente de raccordement d'un luminaire »

F. ANOMALIES IDENTIFIÉES

| N° article (1) | Libellé des anomalies | N° article (2) | Libellé des mesures compensatoires (3) correctement mises en œuvre |
|----------------|---|----------------|--|
| B3.3.2 a | Il n'existe pas de conducteur de terre. | | |
| B3.3.5 a | Il n'existe pas de conducteur principal de protection. | | |
| B3.3.6 a | Des circuits ne comportent pas un conducteur de protection relié à la terre. | | |
| B3.3.7 a | Les conduits métalliques en montage apparent, comportant des conducteurs, ne sont pas reliés à la terre. | | |
| B3.3.9 a | Il existe des boîtes métalliques en montage apparent dans le local (les locaux) contenant une baignoire ou une douche. | | |
| B3.3.9 b | Les boîtes de connexion métalliques en montage apparent ou encastré ne sont pas reliées à la terre. | | |
| B4.3 b | Le type des fusibles n'est plus autorisé (fusible à tabatière, à broches rechargeables, coupe-circuit à fusible de type industriel, disjoncteur réglable en courant protégeant des circuits terminaux). | | |
| B5.3 a | Locaux contenant une baignoire ou une douche : la continuité électrique de la liaison équipotentielle supplémentaire, reliant les éléments conducteurs et les masses des matériels électriques, n'est pas satisfaisante (résistance supérieure à 2 ohms). | | |
| B7.3 a | Des enveloppes de matériels sont manquantes ou détériorées. | | |
| B7.3 c1 | Des conducteurs isolés ne sont pas placés dans des conduits, goulottes ou plinthes en matière isolante jusqu'à leur pénétration dans le matériel électrique qu'ils alimentent. | | |
| B7.3 d | L'installation électrique comporte des connexions dont les parties actives nues sous tension sont accessibles. | | |
| B7.3 e | L'installation électrique comporte des dispositifs de protection dont les parties actives nues sous tension sont accessibles | | |
| B8.3 a | L'installation comporte des matériels électriques vétustes. | | |

En cas d'anomalie(s) identifiée(s) ci-dessus, nous vous recommandons de faire appel dans les meilleurs délais à un installateur électricien qualifié.

(1) Référence des anomalies selon la norme XP C 16-600 2011-02.

(2) Référence des mesures compensatoires selon la norme XP C 16-600 2011-02.

(3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.

G. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

| N° article (1) | Libellé des informations |
|----------------|---|
| B11 a | Au moins un circuit terminal de l'installation électrique n'est pas protégé par un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA |
| B11 b | Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur. |

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme XP C 16-600 2011-02

H. IDENTIFICATION DES PARTIES DU BIEN (PIÈCES ET EMPLACEMENT) N'AYANT PU ÊTRE VISITÉS ET JUSTIFICATION

| Parties du bien (pièces et emplacement) | Justifications |
|---|----------------|
| | Aucune |

CONSEQUENCES ENCOURUES PAR LE PROPRIÉTAIRE SUR LES PARTIES DU BIEN (PIÈCES ET EMPLACEMENTS) N'AYANT PU ÊTRE VISITÉES

Nous vous rappelons que sur les parties du bien listées ci-dessus, dans le cas de présence d'anomalies constatées ultérieurement, notre responsabilité ne saurait être recherchée, contrairement à celle du propriétaire. Il en est de même pour tout devoir de conseil que nous aurions pu apporter sur ces parties.

Cependant nous nous tenons à la disposition du propriétaire, pour à sa requête expresse, contrôler les parties du bien n'ayant pu être visitées. Dans cette hypothèse, il devra mettre à notre disposition, tout accès ou autorisations nécessaires *.

**en sus du coût initial seront facturés les frais de déplacement (indemnité kilométrique + temps de trajet).*

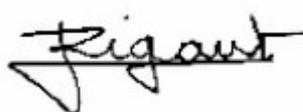
Dans le cadre du périmètre de ma mission, en dehors des parties du bien (pièces et emplacements) que j'ai visitées et celles listées dans le paragraphe H du présent rapport, à la question :

- « **En existe-t-il d'autres ?** », le propriétaire ou son représentant m'a répondu que non.

DEVOIRS DE CONSEILS Le devoir de conseil peut porter sur toute remarque ou observation n'entrant pas dans l'objet de la présente mission, mais mise en évidence par un simple coup d'œil du Technicien en Diagnostic Immobilier dès lors qu'elle entre dans un des ses champs de compétences.

| Ouvrages, locaux, zones, éléments, appareils... concernés | Tierce(s) constatation(s) et conseil(s), recommandation(s) pouvant en découler : |
|---|--|
| ABSENCE DE DETECTEUR INCENDIE | La loi n° 2010-238 du 9 mars 2010 (Journal officiel du 10 mars 2010) rend obligatoire l'installation d'un détecteur avertisseur autonome de fumée dans tous les logements. C'est un appareil permettant d'alerter l'occupant d'un début d'incendie dans le logement grâce à l'émission d'un signal sonore. Chaque logement doit être équipé avant le 8 mars 2015. Le cabinet de diagnostic décline toutes responsabilités en cas d'incendie. |

DATES DE VISITE ET D'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉTAT

| | |
|---|---|
| Visite effectuée le : 13/05/2015 État rédigé à VILLEFRANCHE DE ROUERGUE le 13/05/2015 Nom : M. RIGAUT Prénom : Jean-Michel | SIGNATURE DU TECHNICIEN |
| Nota 1 (article L271-6 du CCH) Le diagnostiqueur immobilier déclare : <ul style="list-style-type: none">- n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir son rapport de mission.- avoir souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions.- que le présent rapport est établi par lui même présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. |  |

ANNEXES

I. OBJECTIF DES DISPOSITIONS ET DESCRIPTION DES RISQUES ENCOURUS EN FONCTION DES ANOMALIES IDENTIFIÉES

| Correspondance avec le groupe d'anomalies (1) | Objectif des dispositions et description des risques encourus |
|---|--|
| B.1 | Appareil général de commande et de protection : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger, d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique. |
| B.2 | Protection différentielle à l'origine de l'installation : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |
| B.3 | Prise de terre et installation de mise à la terre : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle, peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |
| B.4 | Protection contre les surintensités : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies. |
| B.5 | Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |
| B.6 | Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |
| B.7 | Matériels électriques présentant des risques de contact direct : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un capot, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution. |
| B.8 | Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : Ces matériels électriques lorsqu'ils sont trop anciens n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution. |
| B.9 | Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension, peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution. |
| B.10 | Piscine privée : les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |

(1) Référence des anomalies selon la norme XP C 16-600 2011-02.

J. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

| Correspondance avec le groupe d'anomalies (2) | Objectif des dispositions et description des risques encourus |
|---|---|
| B.11 | <p>Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique : L'objectif est d'assurer rapidement la mise hors tension de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle des mesures classiques de protection contre les chocs électriques (tels que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, etc.).</p> <p>Socles de prise de courant de type à obturateurs : L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.</p> |

(2) Référence des informations complémentaires selon la norme XP C 16-600 2011-02.

Etat des risques naturels, miniers et technologiques

en application des articles L 125 -5 et R 125 -26 du Code de l'environnement

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° du mis à jour le

Informations relatives au bien immobilier (bâti ou non bâti)

2. Adresse commune

Le Bourg

code postal
ou code Insee

46210

SAINT HILAIRE

3. Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels [PPR n]

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn **prescrit** 1 oui non
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn **appliqué par anticipation** 1 oui non
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn **approuvé** 1 oui non

1 si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :

Inondation Crue torrentielle Mouvements de terrain Avalanches
Sécheresse Cyclone Remontée de nappe Feux de forêt
Séisme Volcan Autres

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des pris en compte

www.prim.net

- L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR naturels 2 oui non
2 si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR naturels ont été réalisés oui non

4. Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques miniers [PPR m]

en application de l'article L 174-5 du nouveau code minier.

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers **prescrit** 3 oui non
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers **appliqué par anticipation** 3 oui non
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers **approuvé** 3 oui non

mouvements de terrain Autres

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des pris en compte

www.prim.net

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR miniers 4 oui non
4 si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR miniers ont été réalisés oui non

5. Situation de l'immeuble regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques technologiques [PPR t]

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR technologiques prescrit et non encore approuvé 5 oui non

5 si oui, les risques technologiques pris en compte dans l'arrêté de prescription sont liés à :

effet toxique effet thermique effet de surpression

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR technologiques approuvé oui non

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des pris en compte

www.prim.net

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR technologiques 6 oui non
6 si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR technologiques ont été réalisés oui non

6. Situation de l'immeuble regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité en application des articles R563-4 et D563-8-1 du Code de l'environnement.

L'immeuble est situé dans une commune de sismicité zone 5 zone 4 zone 3 zone 2 zone 1
forte moyenne modérée faible très faible

7. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle, minière ou technologique en application de l'article L 125-5 (IV) du Code de l'environnement.

- > L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente oui non

vendeur/bailleur – acquéreur/locataire

8. Vendeur

Mr CAMPERGUE

René

Nom

Prénom

9. Acquéreur

10. Lieu/Date à

SAINT HILAIRE

le 13/05/2015

Attention !

S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état

Article 125-5 (V) du Code de l'environnement

En cas de non respect des obligations d'information du vendeur ou du bailleur, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix de vente ou de la location.

Qui doit, quand et comment remplir l'état des risques naturels, miniers et technologiques ?

Quelles sont les personnes concernées ?

• Au terme des articles L. 125-5 et R 125-23 à 27 du Code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, de l'existence des risques auxquels ce bien est exposé.

Un état des risques, fondé sur les informations transmises par le Préfet de département au maire de la commune où est situé le bien, doit être en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente de ce bien immobilier qu'il soit bâti ou non bâti.

Quand ?

• L'état des risques est obligatoire lors de toute transaction immobilière en annexe de tout type de contrat de location écrit, de réservation d'un bien en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente d'un bien immobilier bâti ou non bâti.

Quel est le champ d'application de cette obligation ?

• Cette obligation d'information s'applique dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le Préfet du département, pour les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés :

1. dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques ayant fait l'objet d'une approbation par le Préfet ;
2. dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers résiduels approuvé par le Préfet ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 du Code de l'environnement ;
3. dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques, d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou de risques miniers résiduels prescrit par le Préfet ;
4. dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 mentionnées par les articles R 563-4 et D 563-8-1 du Code de l'environnement.

NB : Le terme bien immobilier s'applique à toute construction individuelle ou collective, à tout terrain, parcelle ou ensemble des parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

Où consulter les documents de référence ?

• Pour chaque commune concernée, le préfet du département arrête :

- la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte;
- la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.

• L'arrêté préfectoral comporte en annexe, pour chaque commune concernée :

1. la note de présentation du ou des plans de prévention ;
2. un ou plusieurs extraits des documents graphiques permettant de délimiter les zones de la commune exposées aux risques pris en compte, de préciser leur nature et, dans la mesure du possible, leur intensité dans chacune des zones ou périmètres délimités ;
3. le règlement du ou des plans de prévention des risques définissant notamment les prescriptions et obligations ;
4. une fiche ou un état des risques naturels, miniers ou technologiques mentionnant la zone de sismicité : 2, 3, 4 ou 5 définie par décret.

• Le préfet adresse copie de l'arrêté au maire de chaque commune intéressée et à la chambre départementale des notaires.

• L'arrêté est affiché en mairie de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

• Un avis de publication de l'arrêté est inséré dans un journal diffusé dans le département.

• Les arrêtés sont mis à jour :

- lors de la prescription d'un nouveau plan de prévention des risques (n,m ou t) ;
- lors de l'entrée en vigueur d'un arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou miniers résiduels, ou approuvant un plan de prévention des risques ou approuvant la révision d'un de ces plans ;
- lorsque des informations nouvelles portées à la connaissance du préfet permettent de modifier l'appréciation de la sismicité locale, de la nature ou de l'intensité des risques auxquels se trouve exposée tout ou partie d'une commune faisant l'objet d'un de ces plans.

• Les documents mentionnés ci-dessus peuvent être consultés en mairie des communes concernées ainsi qu'à la préfecture et dans les sous-préfectures du département où est situé le bien mis en vente ou en location. Certains peuvent être directement consultables sur Internet à partir du site de la préfecture de département.

Qui établit l'état des risques ?

• L'état des risques est établi directement par le vendeur ou le bailleur, le cas échéant avec l'aide d'un professionnel qui intervient dans la vente ou la location du bien.

• Il doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente du bien immobilier auquel il est annexé.

• Il est valable pour la totalité de la durée du contrat et de son éventuelle reconduction. En cas de co-location, il est fourni à chaque signataire lors de sa première entrée dans les lieux. Le cas échéant, il est actualisé en cas d'une entrée différée d'un des co-locataires .

Quelles informations doivent figurer ?

• L'état des risques mentionne la sismicité et les risques naturels, miniers ou technologiques pris en compte dans le ou les plans de prévention prescrits, appliqués par anticipation ou approuvés.

• Il mentionne aussi la réalisation des travaux prescrits vis-à-vis de l'immeuble par le règlement du plan de prévention des risques approuvé.

• Il est accompagné des extraits des documents graphiques de référence permettant de localiser le bien au regard de ces risques.

Comment remplir l'état des risques ?

• Il faut d'une part reporter au bien, les informations contenues dans l'arrêté préfectoral et dans les documents de référence : situation au regard du ou des plans de prévention, nature des risques encourus et sismicité locale et d'autre part le compléter des informations propres à l'immeuble : sinistres indemnisés et travaux prescrits réalisés dans la limite de 10% de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du PPR.

La conservation de l'état des risques

• Le vendeur ou le bailleur doit conserver une copie de l'état des risques daté et visé par l'acquéreur ou le locataire, pour être en mesure de prouver qu'il a bien été remis lors de la signature du contrat de vente ou du bail dont il est une composante.

**prévention des risques naturels, miniers ou technologiques...pour en savoir plus,
consultez www.prim.net**

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie - Arche Nord 925055 La Défense cedex
<http://www.developpement-durable.gouv.fr>



| | |
|--|------------------------------------|
| | Communes |
| | Aléa inondation couche de synthèse |

| Zonage sismique de la France | |
|------------------------------|---------------------------------------|
| | 1A : Très faible mais non négligeable |
| | 1B : Faible |
| | 2 : Moyenne |

| Aléa Sismique de 2005 | |
|-----------------------|--|
| | Faible |
| | Modéré |
| | Moyen |
| | Aléa mouvement de terrain couche de synthèse |

| Avalanches : zones sans enquête terrain et limites d'études | |
|---|--|
| | Zones où l'enquête sur le terrain n'a pas été réalisée |
| | Limites d'études de la CLPA |

| CLPA - Témoignages d'avalanches | |
|---------------------------------|-----------------------------------|
| | Avalanche |
| | Zones d'avalanches |
| | Zone présumée avalancheuse |
| | Dégâts importants du au souffle |
| | Avalanche localisée |
| | Avalanche localisée présumée |
| | Liaison présumée entre avalanches |

| CLPA - Interprétation de phénomènes passés | |
|--|-----------------------------------|
| | Avalanche |
| | Zones d'avalanches |
| | Zone présumée avalancheuse |
| | Avalanche localisée |
| | Avalanche localisée présumée |
| | Liaison présumée entre avalanches |

| | |
|--|-----------------------------------|
| | Atlas inondation – Obstacle |
| | Atlas inondation – Chenal de crue |

| Atlas inondation – Limite d'encaissant | | | |
|--|---|--|--------------|
| | Pente abrupte | | Pente faible |
| | Atlas inondation – Repère de crue (en cm) | | |
| | Atlas inondation – Flux d'inondation Locale | | |
| | Atlas inondation – Échelle de station hydrométrique | | |

| Atlas inondation - Hydro-géomorphologique | |
|---|--|
| | Lit majeur (dont exceptionnel) |
| | Lit moyen |
| | Lit mineur |
| | Zone d'inondation potentielle par ruissellement ou débordement |

| Atlas inondation – Zone inondable | |
|-----------------------------------|---------------------|
| | Lit mineur |
| | Crue très fréquente |
| | Crue fréquente |
| | Crue exceptionnel |

Application des articles L 125-5 et R 125-26 du code de l'environnement

relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers
sur les risques naturels et technologiques majeurs

SAINT HILAIRE

N° INSEE :

A - Risques majeurs auxquels est exposée le bien immobilier

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS (PPRn) : Aucun

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERS (PPRm) : Aucun

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRt) : Aucun

RISQUE SISMIQUE : Zone 1

B - Documents auxquels le vendeur peut se référer

DOCUMENTS REGLEMENTAIRES DE REFERENCE consultables en mairie (ou préfecture et sous-préfecture)
PPRn de SAINT HILAIRE (Cf. cartographie ci-jointe)

AUTRES DOCUMENTS D'INFORMATION consultables en mairie (ou préfecture et sous-préfecture)

Dossier communal synthétique des risques majeurs.

Document d'information communal des risques majeurs (DICRIM).

Document d'urbanisme.

RECONNAISSANCE DE L'ETAT DE CATASTROPHE NATURELLE

| Nature | Début le | Fin le | Arrêté | J.O |
|---|-----------------|---------------|---------------|------------|
| Tempête | 06/11/1982 | 10/11/1982 | 18/11/1982 | 19/11/1982 |
| Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/1999 | 29/12/1999 | 29/12/1999 | 30/12/1999 |

Déclaration relative aux sinistres indemnisés au titre des catastrophes naturelles

Je soussigné, Mr CAMPERGUE René , vendeur

Déclare :

Que le bien vendu, désigné ci-dessus, **n'a pas fait l'objet d'une déclaration de sinistre** ayant donné lieu à une indemnisation au titre d'un arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique.

Que le bien vendu, désigné ci-dessus, **a fait l'objet d'une (ou plusieurs) déclaration de sinistre** ayant donné lieu à une indemnisation au titre d'un arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique.

| |
|--------------------------|
| DATE ET SIGNATURE |
|--------------------------|

Fait à SAINT HILAIRE

Le 13/05/2015

Signature du vendeur :

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



ATTESTATION

M. VIVES FREDERIC
3 RUE DES PEUPLIERS
12200 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE FR

COURTIER

CARENE ASSCES PACT OFFICE

9 PLACE BENOIT CREPU
BP 5004
69245 LYON CEDEX 05
Tél : 04 72 41 96 96
Fax : 04 72 40 99 96
Portefeuille : 0201351084

Vos références :

Contrat n° 6065357204
Client n° 0505936120

AXA France IARD, atteste que :

**M. VIVES FREDERIC
3 RUE DES PEUPLIERS
12200 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 6065357204** garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

- Loi Carrez
- Surface habitable (Art R111-2 Code de la construction)
- Contrôle périodique amiante
- Diagnostic amiante avant/après travaux / démolition
- Diagnostic amiante avant vente
- Dossier technique amiante
- Diagnostic gaz
- Diagnostic termites
- Etat parasitaire
- Exposition au plomb (CREP)
- Recherche de plomb avant travaux
- Diagnostic d'intoxication au plomb peinture (DRIP)
- Risques naturels et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de l'électricité
- Diagnostic Eco prêt
- Prêt conventionné et prêts à taux zéro (normes d'habitabilité)
- Calcul des tantièmes et millièmes de copropriétés
- Diagnostic technique SRU - Diagnostic technique d'immeuble
- Etat descriptif relatif à la décence et performance technique du logement (Loi SCELLIER)
- Diagnostic métrage habitable (loi BOUTIN)
- Etude thermique réglementaire (RT 2005/2012)
- Etude thermique réglementaire dans bâtiments existants

A L'EXCLUSION DE TOUTES ACTIVITES RELEVANT DE L'EXERCICE D'UNE PROFESSION REGLEMENTEE AUTRE TELLE QUE LE CONSEIL JURIDIQUE OU LA GESTION IMMOBILIERE ET TOUTES ACTIVITES DE CONSEIL ET DE BUREAU D'ETUDES

La présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat en cours d'établissement auquel elle se réfère, est délivrée sous réserve de la régularisation de celui-ci.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2015** au **01/01/2016** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS
le 13 janvier 2015
Pour la société :

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 830 Euros
Siège social : 313, Terrasse de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex - 722 057 440 P.C. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n°FR 14 722 057 440
Opérateur d'assurance agréé par l'Etat - Art. 261-C Code de Commerce pour les garanties portées par AXA Assistance

CERTIFICAT DE COMPETENCES

CERTIFI organisme accrédité par le COFRAC (numéro d'accréditation 4-0082) certifie que :



est certifié compétent pour :

| Domaine(s) | Certificat | | Selon norme NF EN ISO/CEI 17024 et |
|------------------------------------|------------|------------|--|
| | délivré le | expire le | |
| AMIANTE | 29-04-2013 | 28-04-2018 | Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification |
| PLOMB (CREP*) | 31-05-2013 | 30-05-2018 | Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification |
| DPE* (individuel) | 27-05-2013 | 26-05-2018 | Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique et les critères d'accréditation des organismes de certification |
| TERMITE METROPOLE | 29-04-2013 | 28-04-2018 | Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification |
| GAZ | 24-06-2013 | 23-06-2018 | Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification |
| ELECTRICITE | 18-04-2013 | 17-04-2018 | Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification |

- (*) CREP : Constat de Risque d'Exposition au Plomb
- (*) DRIPP : Diagnostic du Risque d'Intoxication par le plomb des peintures
- (*) CAT : Contrôle Après Travaux en présence de plomb
- (*) DPE : Diagnostic de Performance Énergétique

Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées. Il appartient à tout destinataire ou lecteur du présent document, de contrôler en temps réel la véracité et la validité du certificat sur le site web de CERTIFI au : www.certifi.fr

Fait Aucamville, le 25-06-2013
La Direction de CERTIFI,



ACCREDITATION
N° 4-0082
PORTEE
DISPONIBLE SUR
WWW.COFRAC.FR



CERTIFI - SAS capital 40 000 - -37, Route de Paris 31140 Aucamville - Tl. : 05 61 377 377 Fax : 05 61 377 378

Site web : www.certifi.fr mail : certifi@certifi.fr

R.C.S N 489 204 826 - Gestion N 2006 B 1020. -Siret N 489 204 826 00015 -TVA Intra N FR 28489204826

enr355-Cp certificat de compétence(s) V07 13 03 01

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

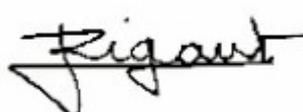
Madame, Monsieur,

Conformément à l'article R.271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, je soussigné, Mr VIVES Frédéric (dirigeant de VF EXPERTISES) & M. RIGAUT Jean-Michel (technicien), atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard des articles L.271-6 et disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostic Technique (DDT).

Ainsi, ces divers documents sont établis par une personne : M. RIGAUT Jean-Michel (technicien)

- présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés (les différents diagnostiqueurs possèdent les certifications adéquates – référence indiquée sur chacun des dossiers),
- ayant souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions,
- n'ayant aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents constituant le DDT.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur et Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

| Fait à VILLEFRANCHE DE ROUERGUE le 13/05/2015 | Signature du Technicien |
|--|--|
| |  |